LA DOCTRINE COMMUNISTE

DE

MARX - ENGELS - LÉNINE

STALINE

EN SIX COURS

★

QUE VEULENT LES COMMUNISTES ?

COURS N° 6



ÉDITÉ PAR

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

(S. F. I. C.)

PRIX : 3 FRANCS

LA DOCTRINE COMMUNISTE

DE

MARX - ENGELS - LÉNINE
STALINE

EN SIX COURS

★

QUE VEULENT LES COMMUNISTES ?

COURS N° 6



ÉDITÉ PAR
LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
(S. F. I. C.)

A la mémoire des Camarades inoubliables, qui ont trouvé dans la vérité du Marxisme-Léninisme et dans la beauté de l'impérissable idéal communiste, la force de vivre en hommes d'avant-garde et de mourir en héros de la Patrie et de l'Humanité.

LES Barbares voulaient les tuer, ils les ont rendu immortels.

INTRODUCTION

LE présent fascicule termine l'exposé de la doctrine communiste de Marx-Engels-Lénine-Staline en six cours. Il est consacré à l'exposé des buts que poursuivent les Communistes.

Les Communistes veulent la libération de la France, afin de la reconstruire de telle façon que le peuple français soit à jamais garanti contre tout retour de la misère, de l'esclavage et de la barbarie, dans une Europe libérée de la hantise de la guerre.

Les Communistes veulent la délivrance de la France. Mais ils veulent que la délivrance soit complète et définitive.

C'est à cause de cet idéal, et à cause de l'expérience politique et du courage inébranlable qu'il met à son service, que le Parti Communiste Français est traqué à mort par l'ennemi de la France et ses misérables laquais.

Un combat gigantesque se déroule aujourd'hui. Son issue marquera dans l'Histoire un nouveau tournant.

Depuis le 25 juin 1940, la France est un pays opprimé. Son peuple lutte contre l'anéantissement et l'asservissement par l'Allemagne hitlérienne.

Depuis le 22 juin 1941, date de l'agression des hordes hitlériennes contre l'Union Soviétique, la guerre mondiale a changé radicalement de caractère. Son enjeu suprême, c'est le contenu de soixante siècles de civilisation. C'est la plus décisive bataille que, depuis les invasions des Huns et des Tartares, l'Humanité civilisée ait eu à soutenir contre les retours agressifs de la Barbarie.

Avec le Socialisme réalisé en Union Soviétique, pour la première fois dans l'Histoire, c'est la vie de toutes les patries, ce sont les libertés de tous les peuples, c'est *l'homme civilisé* dans ses conditions d'existence matérielle et morale, qui sont menacés par la barbarie hitlérienne.

Aujourd'hui, nous avons à tendre toutes nos énergies pour résister à l'anéantissement et aider ceux qui luttent pour l'écrasement de Hitler, ennemi commun des Français dignes de ce nom, des peuples épris de liberté, des hommes attachés à la civilisation.

Demain, après la victoire, nous aurons à reconstruire une France et une Europe libres et prospères.

C'est à la définition de ces deux tâches, telles que les conçoivent les Communistes, que le présent exposé est consacré.

Le Parti Communiste ne promet rien à personne. Il se distingue donc profondément de tous les partis, qu'ils soient anciens ou se prétendent nouveaux. Ceux-ci invitent d'habitude les masses à attendre la réalisation de leurs aspirations des promesses d'une « élite » prédestinée ou des miracles d'un « chef » inspiré. Ils ont pour trait commun la peur panique devant toute action indépendante des masses.

Des partis prétendûment « sociaux » ou « socialistes » et « nationaux » (en réalité de simples agents de l'ennemi) invitent le peuple français à se fier, pour la libération nationale à la magnanimité de Hitler que l'écrasement seul pourra empêcher d'anéantir la France ; pour l'amélioration de leur sort, à la philantropie des riches qui vivent de sa pauvreté ; pour l'émancipation sociale, à « l'esprit communautaire » des trusts qui ne sont *trusts* que par l'exploitation sauvagement égoïste de la nation.

Seul, le Parti Communiste dit aux masses laborieuses : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Seul, le Parti Communiste dit à ceux qui souffrent : « Fiez vous

d'abord à vous-mêmes. La Raison et l'Histoire prouvent qu'il n'y a d'amélioration pour les miséreux, de liberté pour les opprimés d'émancipation pour les exploités que dans la mesure où ils arrachent eux-mêmes le pain, la liberté et l'émancipation à ceux qui ont intérêt à les leur refuser ».

Toute la doctrine et tout le programme du Parti Communiste sont donc un *appel à l'action*.

Le Parti Communiste Français appelle à l'action toute la nation laborieuse pour terrasser les trusts, tous les Français patriotes pour délivrer la Patrie, tous ceux qui souffrent, pour extirper définitivement les racines des maux qui accablent l'Humanité.

PREMIÈRE PARTIE

LA LUTTE POUR LA LIBERTE

CHAPITRE Ier

LA FRANCE N'EST PAS VAINCUE

UN peuple n'est jamais vaincu tant qu'il ne s'avoue pas vaincu. Le peuple français ne s'avoue pas vaincu et il a pour cela les meilleures raisons.

Ce qu'on appelle la défaite de la France est un ensemble de *désastres militaires* et une *capitulation.*

Les désastres militaires furent préparés pendant de longues années par la politique défaitiste que les trusts français ont poursuivie vis-à-vis de Hitler. La *capitulation* n'était pas la conséquence inévitable des désastres militaires; c'était la continuation de cette politique défaitiste par d'autres moyens. Elle n'était pas une *nécessité* mais un *crime.*

Qui est responsable de nos désastres militaires ?

La propagande ennemie prétend que la responsabilité des désastres militaires subis par la France incombe au peuple français.

Le Parti Communiste rejette cette allégation comme un mensonge destiné à disculper les vrais coupables et à servir les intérêts de l'ennemi.

Pour expliquer nos désastres militaires on invoque l'insuffisance des armements et du matériel, l'insuffisance de la préparation de l'armée et l'insuffisance du Haut Commandement.

Or, *les programmes de fabrications* pour la défense nationale qui déterminent en premier lieu la qualité et la quantité des armements, la *préparation de l'armée* et la *sélection du Haut Commandement* étaient des domaines entièrement soustraits à toute intervention et à tout contrôle du peuple français et de ses représentants.

Ceux qui, à propos de l'insuffisance du matériel, notamment, mettent en cause la semaine de quarante heures, déplacent la question volontairement ou bien par ignorance. Jamais les ouvriers français n'ont ménagé leurs efforts pour la défense nationale. De

plus, *aucune prolongation de la semaine de travail ne saurait produire des effets utiles, si les programmes de fabrication sont qualitativement et quantitativement insuffisants, et si la direction de leur exécution est entre les mains de saboteurs.*

Tous les techniciens les plus sérieux de la guerre sont unanimes à reconnaître que la *volonté de vaincre* peut corriger les déficiences de l'armement et du matériel, mais que l'absence de cette volonté peut compromettre le pays le plus fort et l'armée la mieux outillée.

Posée sur son vrai terrain, la question des responsabilités des désastres de l'armée française est avant tout celle-ci : *les dirigeants effectifs de notre défense nationale avaient-ils la volonté de préparer une résistance efficace contre Hitler ?*

D'une façon plus générale : *les dirigeants véritables de nos affaires militaires avaient-ils la volonté de vaincre Hitler ?*

Les faits les mieux établis imposent une réponse négative : *les dirigeants effectifs de la défense nationale de la France n'avaient pas la volonté de vaincre Hitler, ni même celle de lui résister efficacement.*

La défense nationale entre les mains des trusts...

La direction véritable de notre défense nationale était entre les mains des trusts.

L'une des grandes faiblesses de la IIIe République a été de laisser l'Etat-Major devenir un « Etat dans l'Etat ». Sous prétexte que la politique ne devait pas intervenir dans les questions militaires, le contrôle de l'armée fut enlevé au Parlement, et ce sont les trusts qui s'en sont emparé.

Les partis les plus réactionnaires, les plus liés aux trusts, régnaient en maîtres dans l'armée. A tous les postes réellement responsables de l'Etat-Major, du Conseil Supérieur de la Guerre, les trusts poussaient leurs hommes. Ce fait est illustré par le Général Weygand qui, mis à la retraite comme chef d'Etat-Major général, fut nommé membre du Conseil d'Administration de la Compagnie du Canal de Suez.

La mainmise des trusts sur la défense nationale eut pour conséquence la *subordination de la défense nationale à la politique des trusts.* Or, vis-à-vis de Hitler, cette politique était *défaitiste.*

... qui ne voulaient pas que la France put tenir tête à l'Allemagne hitlérienne...

Depuis 1918, le principe politique des trusts français a été le suivant : *si les trusts sont battus en Allemagne, ils risquent de l'être aussi en France ; si les trusts allemands remportent la victoire en Allemagne, il en résultera aussi un bénéfice pour les trusts français.* Les trusts français ont donc considéré qu'une Allemagne réactionnaire était préférable à une Allemagne démocratique, et une Allemagne fasciste à tout autre. Ils escomptaient l'aide qu'une Allemagne fasciste pourrait leur fournir contre le peuple français, comme jadis les tyrans féodaux d'Europe contre la France de la Révolution. En conséquence, ils ont tout fait pour étrangler la République allemande et pour provoquer l'avènement de Hitler.

Les trusts français voyaient également d'un bon œil tout projet d'agression anti-soviétique. Ils voyaient dans une Allemagne fasciste le bélier de la contre-révolution contre l'Union Soviétique.

... et aidaient Hitler à monter sa machine de guerre

L'abolition du Traité de Versailles et le réarmement étaient avec la résorption du chômage, les promesses les plus importantes faites par Hitler au peuple allemand. Lors de l'avènement du régime nazi, en 1933, et durant les années suivantes, l'Allemagne était cependant trop faible pour imposer par la force son réarmement ou une violation quelconque du Traité de Versailles.

Sans le consentement des gouvernements français qui étaient au pouvoir de 1933 à 1935, Hitler n'aurait pu ni rétablir le service militaire obligatoire, ni réaliser cette armée qui devait envahir la France et l'Europe. Or, sans le réarmement, il n'aurait pu diminuer le chômage.

C'était pour lui le discrédit, et pour le régime nazi l'effondrement. C'est ce que les trusts français ont voulu éviter. Ils ont donc poussé les gouvernements français à consentir au réarmement de l'Allemagne hitlérienne.

Dès 1923, Hitler avait proclamé dans « Mein Kampf » que la France était « l'ennemi mortel à anéantir ». Autoriser Hitler à réarmer, c'était l'autoriser à créer l'instrument qui lui permettrait

d'entreprendre l'anéantissement de la France. Poussés par les trusts, les gouvernements français ont cependant donné leur consentement.

Considérant que tout échec nazi serait aussi leur échec, les trusts français ont préféré le succès de Hitler *avec la perspective d'une guerre d'anéantissement contre la France,* à une défense de la France *avec la perspective d'une défaite pour Hitler.* Ils ont été pour la solution qui comportait le moins de risques pour eux et le plus de risques pour la France, sacrifiant délibérément à leurs intérêts égoïstes les intérêts supérieurs de la Patrie.

On ne forge l'outil de la victoire que si l'on est animé de la volonté de vaincre. Les trusts et leurs hommes avaient la haute main sur l'armée française. Mais n'ayant pas la volonté de vaincre l'Allemagne hitlérienne, ils n'ont pas voulu que l'armée française pût devenir l'outil de la victoire. Ils l'ont maintenue en état d'infériorité volontairement, craignant qu'une armée française capable de vaincre les *Panzerdivisionen,* ou seulement de leur résister d'une façon prolongée, ne provoque l'effondrement de Hitler et une nouvelle vague démocratique dans toute l'Europe.

L'infériorité militaire de la France par rapport à l'Allemagne hitlérienne faisait partie intégrante de la politique des trusts.

Depuis 1933, date de l'accession de Hitler au pouvoir, la prolongation de la ligne Maginot ne fut plus sérieusement poursuivie. Pendant la guerre, tout le matériel disponible ne fut même pas utilisé au front.

La Trahison

L'année 1933 marque un tournant dans l'attitude de tous les porte-parole des trusts.

Ceux qui définissaient jusque-là le patriotisme français par la germanophobie et voulaient franchir le Rhin chaque matin, les dirigeants des partis dits « nationaux », troquaient leur morgue anti-allemande contre la plus plate servilité à l'égard des nouveaux maîtres de l'Allemagne.

De « germanophobes » ils se transformèrent en « hitlérophiles ». Les « bellicistes » les plus agressifs à l'égard de l'Allemagne républicaine, adoptèrent le pacifisme bêlant vis-à-vis du IIIe Reich.

Auparavant, ils flétrissaient comme agents de l'Allemagne tous ceux qui voulaient la paix et, avec Maurras, avaient fait assassiner Jaurès. A partir de 1933, ils prenaient sous leur protection les agents attitrés de l'Allemagne et pratiquaient l'intelligence avec l'ennemi et l'espionnage comme autant de sports « comme il faut ».

Pour tous ceux qui se réclamaient jusqu'alors du Traité de Versailles, l'avènement de Hitler opéra comme une « conversion de la table des valeurs ». Le moteur de cette transmutation était l'intérêt des trusts.

Le Parti de l'Allemagne

Ainsi s'est formé en France le *Parti de l'Allemagne :* une monstrueuse coalition entre les *prohitlériens français* et les *agents de Hitler* recrutés en France ou envoyés d'Allemagne, *la cinquième colonne.*

Ces agents prenaient généralement l'étiquette « pacifiste ». Ils réussirent à pénétrer dans tous les partis, sauf le Parti Communiste. Ils devaient créer aussi des organisations spéciales armées, comme les « Cagoulards ».

La *cinquième colonne* accomplissait durant les années qui ont précédé la guerre deux tâches :

1° Submerger la France par une propagande prohitlérienne se transformant, à mesure que le réarmement allemand s'achevait, en une propagande de démoralisation, destinée à inoculer aux Français la peur de la guerre, la terreur panique devant les forces armées du Reich ;

2° Organiser l'espionnage au profit de l'Allemagne.

Le principal agent nazi envoyé en France pour corrompre les hommes politiques et la presse s'appelait Otto Abetz. Avec des hommes politiques tarés, comme Laval et Déat, il a réussi à monter une organisation de haute trahison et d'espionnage, « l'organisation Abetz », qui devint la fraction dirigeante du Parti de l'Allemagne et l'état-major politique de la cinquième colonne.

Reçu dans le « plus grand monde », l'espion Otto Abetz était le protégé personnel de Georges Bonnet, qui devint ministre des Affaires Etrangères.

Durant les années qui ont précédé la guerre, l'espionnage dans

l'Etat-Major et dans les usines de guerre prenait des proportions gigantesques. Les plans de la ligne Maginot, entre autres, furent intégralement livrés à Hitler.

L'incapacité du haut commandement

Ni au point de vue des armements, ni au point de vue de l'organisation de l'armée, ni au point de vue de sa préparation, ni au point de vue de ses conceptions théoriques et de ses plans, le haut commandement français n'était à jour.

Le savoir n'était pas nécessaire pour accéder aux plus hauts postes. La protection des trusts suffisait. Beaucoup, parmi les hauts dignitaires de l'armée, de la marine et de l'aviation, étaient du Parti de l'Allemagne, liés avec la cinquième colonne ou « l'organisation Abetz ».

Les trusts voyaient d'un bon œil l'Etat-Major et les hauts cadres s'enfoncer dans la routine, « retarder d'une guerre »; la bureaucratie et l'incapacité submerger tous les services de la défense nationale. Ne voulant pas préparer la défaite de Hitler, tous ces facteurs destructifs de la capacité de combat de l'armée française servaient à merveille leurs criminels desseins.

Les généraux et amiraux routiniers, cancres, prévaricateurs, politiciens et espions, constituent aujourd'hui avec Darlan, Bard, Platon, Laure, Bridoux, Dentz et Cie., l'Etat-Major de Pétain.

La politique prohitlérienne, l'espionnage protégé, le règne des incapables n'étaient que trois aspects inséparables de la trahison des trusts et de leurs agents qui ont préparé, pendant de longues années, les désastres subis par l'armée française en 1940.

Le parti de la capitulation

Les diverses formes de la trahison, loin de cesser, se sont encore développées pendant la guerre. Au lieu de frapper le Parti de l'Allemagne et la cinquième colonne, Daladier, Reynaud, Mandel et Blum traquaient les communistes qui multipliaient les efforts pour déjouer les manœuvres criminelles des fossoyeurs de la France.

Durant toute la guerre, dans les Etats-Majors, dans les usines, au front, partout, les agents de l'Allemagne ont pu déployer leur

pernicieuse activité. Quelques rares comparses secondaires furent frappés, mais jamais la tête. « L'organisation Abetz » bénéficiait d'une scandaleuse impunité. Laval et Déat ont pu faire leur besogne de haute trahison sans être inquiétés.

La politique défaitiste des hommes des trusts, l'espionnage et la trahison devaient aboutir nécessairement à des défaites militaires. Loin de chercher à redresser la situation après chaque défaite, la plupart des chefs militaires n'ont fait que l'aggraver.

Dès les premières défaites, les trusts et leurs hommes, Weygand, Darlan et Pétain, ainsi que les agents directs de l'Allemagne, comme Laval, n'avaient qu'une hâte : élargir les désastres et imposer la capitulation. D'où, en particulier, le crime de l'exode.

Dès les premières défaites, le Parti de l'Allemagne devint le Parti de la Capitulation. Sa fraction dirigeante était toujours la cinquième colonne. Sa masse était composée des prohitlériens, ses « sy npathisants » de tous les paniquards civils et militaires : officiers fuyards, hauts fonctionnaires couards, parlementaires affolés, etc. Il était soutenu par les trusts et recevait ses consignes de l'ennemi, par l'intermédiaire des hommes de « l'organisation Abetz ». Son chef était Laval, son masque Pétain.

Le complot des capitulards

En juin 1940, la résistance de la France pouvait continuer. L'Angleterre continuait la lutte. L'armée du Levant, une partie de la flotte ainsi que les colonies étaient intactes. *C'est pour briser la résistance toujours possible que fut monté et exécuté le COMPLOT DES CAPITULARDS.*

Ce complot fut concerté entre Laval et les émissaires de Hitler. Celui-ci avait intérêt à ce que la résistance de la France fut brisée *au plus tôt.*

La première phase de l'exécution du complot fut la rébellion des généraux. Le généralissime Weygand, le général Huntziger et d'autres commandants de groupes d'armées ou d'armées, *sabotèrent la résistance et la retraite, puis refusèrent ouvertement d'obéir.* D'après le sénateur Reibel, ami de Laval, le Président de la Répu-

blique s'est plaint publiquement, au début de juin, des généraux « qui refusent de se battre ».

La deuxième phase du complot fut exécutée lorsque, sous la protection des armées hitlériennes, le gouvernement de la capitulation, ayant pour chefs Pétain et Laval, s'octroya le pouvoir et formula la demande d'armistice.

La capitulation de juin 1940 n'était pas la conséquence des défaites militaires, mais un coup de poignard dans le dos de la France. Elle n'était pas imposée par la situation militaire, mais par un complot exécuté par des factieux, avec l'aide de l'ennemi.

La France n'était pas vaincue, mais livrée. Hitler avait exigé de la cinquième colonne la capitulation prématurée, par tous les moyens.

La capitulation de juin 1940 fut une trahison. Ses auteurs ne sont pas de simples paniquards. Ce sont des criminels.

La signature des capitulards n'engage pas la France

Ceux qui ont négocié, accepté et signé l'armistice ne représentaient que le parti des capitulards. *Le parti des capitulards n'était pas et il n'est pas la France.*

Le Parti Communiste refuse de la façon la plus catégorique de reconnaître une défaite de la France qui n'est nullement consommée et qui ne saurait l'être tant que la guerre n'est pas terminée.

Il considère comme nuls et non avenus tous les accords publics et secrets conclus par l'Allemagne avec les personnages sans mandat qui usurpent en France continentale le titre et les prérogatives du gouvernement français.

Il ne reconnait pas, en particulier, le traité dit d'armistice qui porte la signature du général Huntziger, agissant pour le compte du maréchal Pétain qui est en rebellion contre la République et coupable d'intelligence avec l'ennemi en temps de guerre.

Ce traité n'a cessé du reste, d'être violé par l'Allemagne, en particulier lors du sauvage massacre des otages.

Le Parti Communiste considère que le paiement du tribut de 400 millions par jour, la livraison des matières premières, des denrées alimentaires et du matériel de guerre ayant appartenu à

l'armée française, ainsi que tout autre livraison à l'Allemagne constituent des actes de haute trahison qui devront être poursuivis et châtiés comme tels.

Dès à présent, tous les intéressés doivent savoir qu'un traité d'armistice frappé de nullité ou les ordres émanant d'un gouvernement illégal ne pourra pas être invoqué comme excuse ou circonstance atténuante, lorsque viendra le jugement des coupables.

Le Parti Communiste proteste avec la plus grande énergie contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine qu'il flétrit comme un acte barbare de conquête impérialiste.

N'ayant signé aucun accord valable avec un gouvernement français régulier, les réquisitions et prélèvements que l'Allemagne effectue en France, constituent des actes de pillage. Les responsables allemands et les complices français de ces actes devront être recherchés et poursuivis, après la conclusion de la paix victorieuse, et traités comme pillards.

Gouvernement irrégulier et illégal, simple coalition de factieux coupables d'intelligence avec l'ennemi, le « gouvernement » dit de Vichy n'est pas qualifié pour entamer des négociations avec l'Allemagne en vue de la conclusion du traité de paix.

CHAPITRE II

LA FRANCE OPPRIMEE

La France n'est pas un pays vaincu, mais un pays opprimé. L'oppression des Français s'exerce sous les deux formes de l'oppression politique et de l'oppression nationale. Elle est organisée conjointement par les autorités d'occupation et le gouvernement factieux dit de Vichy.

Violant sans cesse le traité d'armistice conclu avec les criminels de juin, les généraux de Hitler ont mis la main sur toutes les administrations et sur tous les services de la zone occupée. Ils interviennent dans tout, ne laissant aux Français aucune liberté ni politique, ni nationale, ni intellectuelle.

Le « *Militärbefehlshaber in Frankreich* », le général Von Stülpnagel, surnommé le bourreau de Nantes et de Bordeaux, dispose

sans la moindre retenue de la vie et des biens des Français, édictant les règlements, ordonnant avec une barbarie sans nom, les exécutions en masse d'otages français.

La zone non-occupée n'est pas une zone « libre ». Les autorités nazies elles-mêmes l'appellent « zone contrôlée ». Ce contrôle se réalise par l'intermédiaire du gouvernement factieux dit de Vichy.

La fiction de « l'Etat Français »

« L'Etat Français » de Pétain n'est pas une réalité, mais une *fiction utile à l'ennemi.*

Ce n'est pas un Etat *souverain*, mais un état *vassal.* Son « gouvernement » — celui de Vichy — n'est pas indépendant. Il n'est que l'exécutant des volontés d'une puissance *étrangère* et *ennemie* : l'Allemagne.

Hitler opère en France avec toutes sortes d'agents entre lesquels il existe « une division du travail ».

Il y a aussi, dans les milieux qui gravitent autour de Vichy, des hommes qui seraient partisans d'une résistance camouflée. D'autres n'acceptent la soumission qu'en l'espérant provisoire, et ne veulent pas être les instruments de l'Allemagne. D'autres encore, qui ont misé sur Hitler, sont prêts à l'abandonner à la première occasion.

Mais le « gouvernement » de Vichy n'est ni un gouvernement de la résistance camouflée ni un gouvernement de la soumission forcée, ni un gouvernement « attentiste ». C'est un gouvernement fantoche au service de l'Allemagne.

L'Allemagne voulait à Vichy un gouvernement composé de personnages consentant à n'être que ses instruments. C'est pourquoi, depuis juin 1940, elle ne cesse d'ordonner et de provoquer des « épurations », afin que le « gouvernement » de Vichy soit *le parfait gouvernement fantoche.* Autour de Pétain et de Darlan, l'Allemagne veut introduire à tous les postes responsables ses agents les plus directs.

Dans « Mein Kampf » Hitler a écrit que « les vainqueurs sont souvent assez rusés pour confier la surveillance des esclaves aux responsables d'une lâche soumission » et que « ces êtres sans caractère exercent le plus souvent leur office au détriment de leur propre

peuple avec une rigueur plus impitoyable que n'importe quelle brute étrangère placée par l'ennemi dans le pays vaincu ».

Telle est la définition du « gouvernement du maréchal » donnée par Hitler lui-même.

Le peuple français a été privé de ses libertés politiques

Toutes les libertés politiques dont le peuple français bénéficiait sous la III° République ont été supprimées. Cette suppression a été réalisée, dans la zone occupée, directement par les Allemands, dans la zone non-occupée, par l'intermédiaire du « gouvernement » de Vichy.

La souveraineté de la nation est systématiquement piétinée dans toutes ses manifestations. Il n'y a plus de suffrage universel, ni aucune sorte de représentation populaire. La législation de Vichy s'est appliquée à traquer, dans tous les domaines, à l'échelle nationale comme à l'échelle locale, tout ce qui peut être de près ou de loin, une manifestation de la volonté populaire.

Les représentations élues ont été pratiquement supprimées, depuis le Sénat, la Chambre et les Conseils généraux, jusqu'aux Conseils municipaux. Partout, le « gouvernement » de Vichy s'applique à substituer la nomination par décret à l'élection.

Les droits de l'Homme et du Citoyen ont été totalement supprimés. Il n'y a plus, en France, ni liberté d'expression, ni liberté de réunion, ni liberté d'association.

Dans la zone occupée, tous les moyens d'expression, comme la presse, la radio et le cinéma, sont entre les mains des Allemands. Dans la zone non-occupée, ils sont ou bien entre les mains du « gouvernement », ou bien soumis à une censure absolument arbitraire, dirigée par les Allemands.

Les Français n'ont pas le droit d'avoir leurs associations indépendantes. Toutes les organisations françaises ayant un caractère indépendant ont été ou bien dissoutes, ou bien soumises au contrôle allemand, par l'intermédiaire d'agents allemands placés à leur tête ou par l'intermédiaire d'un contrôle assuré par le « gouvernement » de Vichy.

La Confédération Générale du Travail a été dissoute; le droit syndical supprimé.

Les Français ont été privés des libertés individuelles les plus élémentaires. L'inviolabilité du domicile a été supprimée. A n'importe quel moment du jour ou de la nuit, la Gestapo ou la police de Vichy pénètrent dans les maisons, opèrent des perquisitions, sans avoir à se conformer à une loi quelconque.

N'importe qui peut être arrêté, sans jugement, sans procédure, sans bénéficier d'aucune garantie légale. La Gestapo et la police de Vichy disposent, à leur gré, de la vie et des biens des citoyens français.

Le Français est redevenu taillable, corvéable et *exécutable* à merci.

Le régime démocratique a été remplacé par une dictature effrénée, par un régime d'arbitraire qui ne connait ni foi, ni loi.

Cette dictature a supprimé l'égalité de tous devant la loi, établie par la Révolution Française, en introduisant en France la persécution barbare des Juifs.

Réaction politique et oppression nationale

Le régime, actuellement établi en France, est un régime de réaction du type fasciste. Mais il n'est pas seulement cela. Il est, en même temps, une dictature du type fasciste au service de l'ennemi extérieur.

Le peuple français n'est pas privé seulement de ses libertés *politiques*. Il est privé, en même temps, de ses libertés *nationales*. Il est privé en effet, de la liberté de se donner un gouvernement souverain et d'avoir une administration, une presse, des associations et des écoles *nationales*.

L'oppression nationale s'exerce à ce point en France que toute affirmation du patriotisme, par des actes, par des écrits ou par des paroles, et même le simple *soupçon* de patriotisme, expose un Français à être fusillé par les Allemands ou guillotiné par leurs complices de Vichy.

Il n'est donc pas suffisant de souligner le caractère réactionnaire du « gouvernement » de Vichy et de lutter contre lui seulement parce qu'il est du type fasciste.

Les régimes anti-démocratiques ont pour but d'imposer la dictature d'une minorité à la majorité de la nation. Tel est le cas de

la dictature nazie établie en Allemagne. Tel est, d'une manière générale, le cas de ces régimes « autoritaires », c'est-à-dire fascistes.

Leur autorité consiste à imposer la domination d'une minorité par la contrainte la plus brutale. Un tel régime supprime les libertés démocratiques, parce que celles-ci mettent en danger la domination de la minorité.

Le régime établi par Vichy, avec l'appui de Hitler, est anti-démocratique. Il constitue la dictature d'une infime minorité sur la majorité de la nation.

Mais sa particularité est que la minorité qui gouverne exerce le pouvoir pour le compte d'une puissance étrangère et ennemie. C'est une dictature dont le but est de protéger non seulement la domination d'une minorité « indigène », mais en même temps celle de l'oppresseur étranger.

Sous les régimes de dictature qui ne représentent que la réaction « intérieure », le peuple perd sa souveraineté au profit d'une poignée d'usurpateurs. Sous le régime de Pétain, la souveraineté du peuple français a été supprimée au profit d'une minorité qui porte la livrée de l'ennemi extérieur.

Sous les régimes anti-démocratiques, les libertés sont supprimées parce qu'elles mettent en danger la réaction intérieure. Sous le régime de Pétain, elles sont supprimées, en même temps, parce qu'elles mettent en danger la domination étrangère.

Sous les régimes anti-démocratiques, est persécuté tout ce qui est démocratique. Sous le régime de Pétain est persécuté, en même temps, tout ce qui est *patriotique*.

Le « gouvernement » dit de Vichy doit donc être dénoncé et combattu, non seulement comme un gouvernement de sauvage réaction, mais en même temps comme le gouvernement de l'étranger. L'opposition irréductible qui existe entre la France, d'une part, et le « gouvernement du maréchal », d'autre part, n'est pas simplement celle de la démocratie et du fascisme, c'est, en même temps, celle de la France qui veut vivre et de l'Allemagne hitlérienne qui veut l'anéantir. La lutte contre Vichy est un aspect de la lutte contre Hitler.

Vichy n'est pas la France

Les décisions de « l'Assemblée Nationale » de Vichy, délibérant sous la menace de l'armée hitlérienne, ne sauraient être valables. Les décrets et décisions du « gouvernement » de Vichy sont illégaux. Ils ne sont pas fondés sur le droit français. Ils sont imposés par la force de l'occupant étranger.

Le Parti Communiste Français considère que, loin d'avoir à se soumettre au « gouvernement » de Vichy, les Français doivent voir en lui une coalition de factieux coupables d'intelligence avec l'ennemi et le combattre en conséquence.

Le « gouvernement » de Vichy n'a pas le droit de parler au nom de la France. Les Français civils ou militaires n'ont pas de devoirs envers lui. *Nul ne doit obéissance aux factieux et à leurs représentants.*

Ceux qui acceptent, des mains de Pétain, la nomination à des emplois publics responsables, deviennent à leur tour des factieux. Ils devront répondre devant le pays du crime de rébellion et de haute trahison.

Le Parti Communiste Français demandera que tous les hauts fonctionnaires civils ou militaires nommés, par le « gouvernement » de Vichy, soient traduits devant les tribunaux compétents, sous la prévention de rébellion en temps de guerre et d'intelligence avec l'ennemi. Il prévient, dès à présent, tous les intéressés qu'il n'admettra pas que, pour les fonctionnaires ayant participé à des crimes contre des patriotes, l'obéissance à des « ordres supérieurs » puisse être admise comme circonstance atténuante.

La double exploitation du peuple français

Le peuple français n'est plus exploité seulement par les trusts « français », mais en même temps par les trusts allemands; non seulement par les de Wendel, mais encore par les Krupp. A l'exploitation des travailleurs par le capital français s'ajoute leur exploitation par le capital allemand.

La France paye 400 millions d'indemnité par jour à l'Allemagne. Cette somme monstrueuse est prélevée sur la grande masse du peuple. Elle lui est soutirée, en particulier par l'*inflation* qui fait monter les prix, en détruisant le pouvoir d'achat des salaires,

traitements, pensions, retraites, rentes, etc., et en annihilant l'épargne. Ce que le peuple français perd ainsi, représente la valeur du tribut payé à l'Allemagne.

Les Français assistent, depuis plus d'un an, au pillage direct de toutes les richesses et de toutes les ressources du pays. Dès le début de l'occupation, les troupes allemandes ont raflé tous les stocks de matières premières et de produits alimentaires. Elles raflent, depuis, la majeure partie de la production agricole et industrielle.

Les Français travaillent principalement pour l'Allemagne. Sur leur travail, ce sont d'abord les trusts français qui prélèvent leur bénéfice; ce sont ensuite les trusts allemands.

Pour que les deux rapaces puissent se gaver de profits, les salaires français sont maintenus excessivement bas. Le peuple français est contraint de vivre à un niveau de misère sans précédent depuis plus d'un siècle.

Cette misère n'est pas la simple conséquence de la pénurie des produits. Même si les produits étaient disponibles en quantités plus grandes, la misère continuerait. Les rations de famine sont destinées aussi à camoufler les salaires de famine. C'est pourquoi, en cas de victoire hitlérienne, elles seraient maintenues.

Les restrictions apportées dans les pays capitalistes aux libertés populaires ont pour but de protéger le régime de l'exploitation capitaliste, du travail. Dans les pays opprimés, ces restrictions protègent, en même temps, l'exploitation par le capital étranger. La dictature fasciste de Vichy protège à la fois l'exploitation du peuple français par les trusts « indigènes » et son exploitation par les trusts allemands.

L'oligarchie française et l'oligarchie allemande

L'oligarchie française et l'oligarchie allemande se faisaient concurrence depuis la fin du siècle dernier. Elles sont associées aujourd'hui pour l'exploitation du peuple français.

Elles ont lutté l'une contre l'autre pour le monopole des sources de matières premières (minerai lorrain), pour les marchés européens, pour les colonies, pour l'influence sur les pays plus faibles (pays balkaniques), etc.

La guerre n'était alors pour elles qu'un moyen de triompher dans cette concurrence. La victoire ne signifiait pour elles que la conquête de sources de matières premières, de colonies, de marchés, de sphères d'influences et des annexions.

Pour le moment, l'oligarchie française ne voit plus dans l'oligarchie allemande simplement sa concurrente. Elle a peur d'être chassée par le peuple français. Elle sollicite la protection de l'oligarchie allemande, c'est-à-dire de l'armée hitlérienne. Comme tout se paye en régime capitaliste, elle paye en monnayant la France.

L'oligarchie française préférerait garder ses monopoles et ses bénéfices, au lieu de les partager avec l'oligarchie allemande. Mais elle préfère aussi partager au lieu de tout perdre. Elle cherche donc à s'entendre avec l'oligarchie allemande pour le cas où celle-ci serait victorieuse. Elle est prête à payer pour cela « le prix qu'il faut » sur le dos des Français.

Luttes intérieures au sein des oligarchies

Chaque fois que la possibilité de faire des bénéfices se rétrécit, chaque fois que le gâteau à partager entre les membres de l'oligarchie diminue, la lutte entre eux augmente. Chacune des fractions de l'oligarchie veut mettre la main sur la grosse part, ou même sur le tout, en éliminant les autres. C'est ce qui se passe en temps de crise. C'est ce qui se passe aussi, dans une mesure encore plus grande, aujourd'hui.

La fraction la plus rétrograde de l'oligarchie française cherche, par tous les moyens possibles et imaginables, à éliminer les autres. Elle fait flèche de tout bois : élimination des juifs, élimination des francs-maçons, élimination des « anglophiles » — autant de prétextes pour éliminer des concurrents, pour concentrer les richesses entre des mains moins nombreuses. Car, plus le nombre des grands exploiteurs sera réduit, plus grande sera la part des bénéfices pour chacun d'entre eux. Tout cela constitue un immonde trafic qui se poursuit derrière le paravent de ce qu'on appelle « la révolution nationale ».

On doit être attentif à ces divisions qui se font jour au sein de l'oligarchie. La nation peut en tirer partie dans certaines circonstances.

La fraction la plus réactionnaire de l'oligarchie joue « la carte allemande ». Elle escompte la victoire allemande. Elle cherche à se tailler une part de bénéfices dans l'Europe « allemande ».

Une autre fraction est « opportuniste » ou « attentiste ». Elle fait des affaires avec les allemands et arbore les couleurs nazies.

Si le vent tourne, elle arborera les couleurs anglaises, voire les couleurs françaises.

Dans tout cela le *sentiment national*, le devoir patriotique ne joue aucun rôle. Tous ceux qui permettent à l'oligarchie de continuer ses affaires sont ses amis. Elle ne se connait qu'un seul ennemi : le peuple français.

La « Collaboration »

L'oligarchie française avait besoin de Hitler et Hitler avait besoin de l'oligarchie française. Sans le soutien des troupes d'occupation, l'oligarchie aurait été balayée. Sans son soutien, Hitler n'aurait pu obtenir la capitulation et entreprendre, pour sa machine de guerre, l'exploitation des richesses de la France et du travail français.

Envahissant et occupant la France trahie, Hitler voulait l'intégrer à sa machine de guerre. Les matières premières et les produits alimentaires français devaient aller en Allemagne. Les usines françaises devaient compléter la production des usines allemandes. La France devait fournir de la main-d'œuvre pour l'industrie de guerre du Reich et aider celui-ci au point de vue diplomatique et militaire.

Les autorités d'occupation n'auraient pu réaliser ces objectifs par l'emploi exclusif de la force. Il leur fallait la « collaboration » des administrations et des maîtres de l'économie française. Les capitulards de Vichy leur ont apporté l'une et l'autre. En échange, les forces allemandes protègent l'équipe de Vichy et les trusts.

L'équipe de Vichy et les trusts ont intérêt à supprimer les libertés françaises. Sans cette suppression, leur dictature serait balayée. L'Allemagne hitlérienne y a également intérêt, car toutes les libertés serviraient nécessairement à l'organisation et au développement de la lutte contre l'oppresseur étranger.

L'équipe de Vichy et les trusts ont intérêt à précipiter la concentration capitaliste en France, à écraser les capitalistes plus

faibles, à ruiner le petit commerce et l'artisanat. Il en résulte pour eux un accroissement de puissance et de richesses. L'Allemagne hitlérienne y a également intérêt.

Plus l'économie française est centralisée, plus son contrôle par les autorités d'occupation est facile. Plus il est donc facile de l'intégrer dans la machine de guerre du Reich.

La réglementation de l'économie française par les Comités d'organisation a été calquée sur celle qui existe en Allemagne. Elle avantage les trusts français puisqu'elle remet officiellement entre leurs mains la direction suprême de l'économie. Elle avantage l'Allemagne, puisque « l'organisation » de l'économie française, selon le modèle allemand, facilite sa direction par le gouvernement de Berlin.

La « collaboration » repose sur les intérêts communs de l'occupant allemand, de l'oligarchie française, des capitulards et des traîtres. Elle est leur entreprise commune contre la France et le peuple français.

L'Allemagne « collabore » dans la mesure où elle ne peut se borner au vol à main armée. Les capitulards de juin et les traîtres collaborent parce qu'ils peuvent ainsi rester au pouvoir. L'oligarchie collabore pour sauver ses bénéfices. Ils collaborent tous aux frais de la France et du peuple français. A eux tous, la collaboration rapporte quelque chose. Au peuple français seul elle n'apporte que la misère, la mort et l'esclavage.

La « collaboration » est très avantageuse pour l'Allemagne qui, sans elle, aurait les pires difficultés. Grâce à elle, Hitler peut diminuer les troupes d'occupation en France, tirer le maximum de l'économie française, déguiser en « accords avec le gouvernement français » sa mainmise sur l'Afrique française, obtenir des avantages militaires, etc. Il cherche d'ailleurs à ajouter à la « collaboration économique » (intégration de la France dans la machine de guerre allemande) la « collaboration militaire » (utilisation à son profit des bases navales et aériennes des colonies françaises comme Dakar, ou de ce qui reste de l'armée et de la marine françaises, comme en Syrie).

La collaboration, c'est l'intelligence avec l'ennemi

Le Parti Communiste Français flétrit la « collaboration » comme une manœuvre perfide du bourreau hitlérien et comme un acte d'intelligence avec l'ennemi de la part des français qui y participent.

Un peuple ne saurait « collaborer » avec son ennemi. Ceux qui collaborent avec l'Allemagne hitlérienne sont traitres à la patrie. Ils seront châtiés comme tels.

Le devoir de tous les Français dignes de ce nom est la résistance à l'ennemi et la lutte contre lui.

CHAPITRE III

L'AVENIR QUE HITLER VEUT RÉSERVER A LA FRANCE

Ceux qui prétendent qu'en cas de victoire Hitler « restituera la grandeur de la France » pour récompenser la « collaboration » ne sont que les colporteurs des mensonges de l'ennemi. Ceux qui croient ces mensonges sont victimes de la plus funeste des illusions.

Les intentions de Hitler à l'égard de la France sont bien connues : c'est l'*anéantissement*. Hitler veut anéantir la France au point de vue *militaire, économique, politique, ethnique* et *intellectuel*.

1° Anéantissement militaire

Dans son livre « Mein Kampf », Hitler a formulé ce qu'il appelle le « testament politique de la nation allemande pour son action à l'extérieur ». Voici ce qu'il dit :

« Ne tolérez jamais la constitution de deux puissances continentales en Europe. Voyez dans toute tentative pour constituer une deuxième puissance militaire aux frontières de l'Allemagne, fût-ce sous l'aspect d'un Etat susceptible de devenir une telle puissance, une attaque directe contre le Reich, et considérez non seulement comme votre droit, mais comme votre devoir d'empê-

cher, par tous les moyens, y compris l'usage des armes, la constitution d'un tel Etat, voire le détruire, s'il existe déjà. »

Ce texte s'applique à la France dont Hitler dit expressément dans « Mein Kampf » qu'elle est « l'ennemi mortel à détruire ». Hitler veut détruire la puissance militaire de la France de telle manière qu'elle ne puisse jamais renaître.

2° Anéantissement économique

La propagande hitlérienne appelle « nouvel ordre européen » l'hégémonie absolue de l'Allemagne nazie en Europe. Cette hégémonie doit être à la fois militaire et économique. Hitler veut « réorganiser » l'Europe de telle manière que le marché européen devienne un monopole de l'industrie allemande. Les pays européens devront fournir au IIIe Reich des matières premières et des produits alimentaires, en n'achetant qu'en Allemagne les produits industriels dont ils ont besoin.

La structure économique de la France s'oppose absolument à une telle réorganisation. La France est elle-même un grand pays industriel, important des matières premières et des denrées alimentaires, exportant des produits industriels. Hitler veut donc anéantir la structure industrielle de l'économie française.

Pour supprimer la concurrence de l'industrie française sur les marchés extérieurs et, en grande partie, sur le marché français, la France devra être *désindustrialisée.* Il ne devra subsister chez nous aucune industrie qui puisse se passer de l'industrie allemande. Au lieu d'importer des matières premières et des produits alimentaires, et exporter des produits industriels, la France devra, d'une part, exporter en premier lieu des matières premières et des produits agricoles, d'autre part, importer d'Allemagne des produits industriels. De pays industriel, la France devra redevenir un pays agricole. *C'est une régression qui fera perdre à la France le bénéfice de 150 années de développement.*

La classe ouvrière, dont une grande partie serait définitivement privée de toute possibilité de travail en France, serait exportée de force, comme elle l'est déjà. La régression économique prolongerait et aggraverait la misère actuelle de toutes les couches de la population laborieuse, y compris les classes moyennes, livrées sans

défense aux trusts, et la paysannerie contre laquelle Hitler prépare, en outre, des projets spéciaux d'anéantissement.

La pauvreté générale serait accrue encore du fait que la liquidation des charges de la guerre se ferait en particulier aux frais des Français par :

1) Une gigantesque banqueroute financière de l'Etat, pour annuler la dette publique ;

2) Une gigantesque banqueroute monétaire ;

3) Des impôts sans précédent pour le paiement d'un tribut à l'Allemagne.

Les salariés, les retraités, les pensionnés, les petits rentiers, et la masse des petits contribuables seraient les victimes de ces mesures dont la préparation a déjà commencé.

En même temps que la *puissance*, notre pays perdrait aussi *l'indépendance de son économie*. L'économie française serait tributaire de l'Allemagne.

La France serait vassalisée économiquement. Elle ne serait plus que l'une des annexes de l'économie allemande, l'une des colonies européennes du IIIe Reich victorieux.

Pour l'empêcher de sortir de cette sujétion, le gouvernement allemand établirait le contrôle politique le plus strict sur le gouvernement français ou, plutôt, il n'admettrait comme gouvernement « français » qu'un gouvernement fantoche docile à toutes les volontés de Berlin.

8° Anéantissement politique

L'anéantissement politique d'un Etat, c'est la suppression de son indépendance. Quand un Etat n'est plus gouverné par un gouvernement souverain, mais par un gouvernement qui exécute les volontés d'une puissance étrangère, il est pratiquement rayé de la carte. Il est politiquement anéanti.

Telle est aujourd'hui la situation de la France. De la France indépendante il ne reste qu'une zone occupée et une zone contrôlée. Le « gouvernement » qui s'intitule français n'est pas souverain. Dès à présent la France continentale est rayée de la carte de l'Europe.

Selon les intentions de Hitler, cette situation ne doit pas être

provisoire. Elle n'est pas prévue seulement pour la durée de la guerre. En cas de victoire, l'Allemagne hitlérienne a l'intention, non seulement de maintenir, mais encore d'aggraver la situation actuelle de la France.

En premier lieu, Hitler veut annexer de vastes parties du territoire français.

Dès à présent, l'Alsace et la Lorraine sont annexées. Elles sont déjà transformées en provinces du Reich. Celui-ci ne s'en contente pas. Il veut annexer aussi la zone interdite, peut-être plus.

Aux annexions doivent s'ajouter celles que convoite l'Italie, ainsi que les annexions coloniales.

La partie non annexée de la France ne serait nullement indépendante. Placée sous la dépendance économique du Reich, elle serait placée également sous sa dépendance politique. Qu'ils soient allemands ou français, les gouvernants de la France devront être des *commissaires du Reich.*

Hitler n'ose pas faire connaître à la France ses conditions de paix. Ces conditions doivent être telles, elles doivent être tellement plus graves que celles du traité de Versailles, que leur publication démasquerait tous les mensonges de la propagande hitlérienne et donnerait un élan immense à la lutte du peuple français pour la liberté.

Même l'annexion partielle de la France et de l'Empire français, même la vassalisation du restant, ne constituerait une situation définitive. Hitler veut aller encore plus loin.

Il veut transformer toute l'Europe non allemande en province de l'Allemagne. C'est ce qu'il appelle «l'unification de l'Europe».

L'unification hitlérienne de l'Europe n'est pas autre chose que l'annexion de l'Europe par le IIIe Reich.

Hitler veut supprimer les frontières douanières et ériger le *mark* en monnaie «européenne», pour passer ensuite à la suppression des frontières politiques. *Il ne doit plus rester de l'Etat français qu'une administration provinciale dans les cadres du « Grand Reich Allemand ».* La France serait politiquement rayée de la carte du monde.

4° Anéantissement ethnique

Dans le Grand Reich Allemand ainsi conçu, la France, tombant au rang de *province*, les Français seraient réduits à la situation de *minorité nationale opprimée.*

Avec raison, Hitler et son équipe craignent la lutte des minorités nationales opprimées. Ils savent qu'il leur serait impossible de maintenir indéfiniment sous leur domination la multitude des peuples européens. *Ils ont donc formé le dessein de détruire les nations européennes.* Ils ont l'intention de suivre, à l'égard des peuples opprimés, *une politique de destruction ethnique* qui utiliserait plusieurs moyens.

Le Reich victorieux essaierait de rompre l'homogénéité nationale des pays conquis, en y transportant des centaines de milliers, voire des millions de « colons » allemands.

Hitler a écrit dans « Mein Kampf » :

« *Ne tenez jamais le Reich pour assuré, si à travers les siècles, il ne peut donner une parcelle de terre à chacun de ses rejetons* ».

La terre que Hitler veut distribuer, n'est pas celle des hobereaux allemands, mais celle qui appartient aux paysans des pays conquis. En France et dans tous les pays opprimés, il veut donner des propriétés féodales à ses généraux, aux chefs et aux hommes de main nazis. C'est avec la promesse du butin qu'il excite les cadres et même les soldats de ses armées, faisant continuellement appel à ce qu'il y a de plus vil dans l'homme : l'appétit de pillage.

Pour avoir de quoi « établir » les nouveaux seigneurs allemands qui doivent constituer « l'aristocratie nouvelle », Hitler veut exproprier le paysan français. De cette manière, l'unité ethnique du peuple français serait rompue : sur le corps de la France serait greffée partout la gangrène nazie destinée à s'étendre et à nous dévorer.

De plus, Berlin entend poursuivre dans tous les pays conquis, *une politique systématique de dépopulation.* Peupler la France d'Allemands et la dépeupler de Français, voilà le plan diabolique de Hitler.

Les massacres de la guerre, l'absence des hommes, le maintien

en captivité des prisonniers, le rationnement, la misère et les multiples privations qu'elle entraîne, constituent autant de moyens de diminuer la population française à la fois par la diminution des naissances et par l'accroissement de la mortalité, en premier lieu de la mortalité infantile.

C'est ce que les hitlériens appellent « la politique de peuplement dirigé ». Ce n'est que dans la mesure où la main-d'œuvre pourrait manquer aux esclavagistes nazis qu'ils freineraient cette destruction volontaire des nations opprimées.

5° Anéantissement intellectuel

Parmi les caractères nationaux les plus essentiels d'un peuple il faut ranger sa *Culture nationale.* Dans sa Culture nationale, dans sa langue, dans sa science, dans sa poésie, dans sa littérature et dans son art, une nation prend conscience d'elle-même, de sa personnalité, et de son unité *nationales.* C'est en ce sens que, selon la formule de Renan, une nation est une *âme.*

La Culture nationale est pour un peuple une force immense. Par elle, son influence peut rayonner au delà des frontières de la patrie. En elle, il puise des forces pour la lutte libératrice, lorsqu'il est opprimé par un conquérant étranger.

C'est pourquoi, pour achever la destruction ethnique des nations européennes, Hitler entreprend aussi la destruction de leurs Cultures nationales.

Parmi les Cultures nationales des peuples civilisés, la Culture française est l'une des plus grandes que l'Histoire ait jamais connue. Héritière de la Culture gréco-latine, la Culture française est une synthèse des plus hautes valeurs de la civilisation antique, et des plus grandes acquisitions de la civilisation moderne. On peut la caractériser par trois traits essentiels : la Culture française est *nationale, universelle* et *profonde.*

La Culture française est *nationale* : la France n'a pas seulement hérité de la Culture gréco latine, elle a réellement continué l'humanisme antique, pour en faire l'*humanisme moderne.* Celui-ci a trouvé dans l'idéologie de la Révolution française sa plus haute expression.

La Culture française est *universelle.* La Culture nationale des

Français est devenue la Culture de l'Europe civilisée. C'est ainsi que le XVIIIe siècle fût, au point de vue de la civilisation, avant tout *un siècle français.*

La Culture française est universelle *dans son rayonnement,* parce qu'elle est universelle *dans son contenu.* Le culte de la raison et de la liberté, les droits de la raison et les droits de l'homme — ces deux principes essentiellement français — sont aussi les principes de toute Culture véritablement humaine.

La Culture française est *profonde.* La Culture nationale des Français est l'une de celles qui sont le plus largement assimilées par l'ensemble de la nation.

Notre peuple n'est pas seulement intelligent, mais aussi cultivé. Les éléments les plus précieux et les plus fondamentaux de notre Culture nationale sont gravés dans l'esprit et dans le cœur de l'immense majorité des Français.

Le mépris que notre peuple manifeste à l'égard de la propagande nazie, la véritable nausée qu'il éprouve à l'égard de sa barbarie délirante et de sa lourdeur, constituent à cet égard une éclatante démonstration.

L'obscurantisme doit remplacer la Culture

Le « racisme » a pu enthousiasmer en Allemagne des professeurs d'Université. Il ne provoque en France que des haussements d'épaule, même dans les couches les moins instruites de la population.

On peut citer, comme exemple de la *profondeur* de notre Culture nationale, la connaissance admirable que le peuple français a de sa *langue.* La connaissance et l'usage du *bon français,* et même du français littéraire, sont chez nous universellement répandus depuis fort longtemps.

Indiquons, par contraste, que le Maréchal Blücher qui fut, contre Napoléon, le commandant en chef des armées prussiennes, ne savait ni écrire ni parler l'allemand littéraire. Il ne connaissait qu'un patois.

Néanmoins, la Culture nationale des Français, qui est à tout jamais l'une des parties les plus précieuses de la civilisation hu-

maine, est vouée à la destruction par Hitler. Hitler veut la détruire, afin que les Français ne puissent trouver, dans la civilisation qui leur est propre, des forces pour la résistance; afin qu'ils perdent leur conscience nationale; afin qu'ils soient *dénationalisés.*

A la place de la Culture française, les Français devront être soumis à l'obscurantisme nazi. La France devra être *germanisée.*

Dès à présent, Hitler a commencé la réalisation de ce plan barbare. Toute vie intellectuelle française est étouffée. Les plus grands intellectuels français subissent les persécutions les plus atroces. En octobre 1941, à la veille de la rentrée des Facultés, la Gestapo et la police de Vichy ont arrêté, en une semaine, cinq membres de l'Académie des Sciences, et, parmi eux, le plus grand mathématicien français, le plus grand physicien français et le plus grand physiologiste français.

Jaloux de la Culture française, la haïssant en tant que barbares, la craignant en tant qu'oppresseurs, les nazis voudraient la détruire pour compléter leur œuvre d'anéantissement de la France.

Anéantissement militaire, anéantissement économique, anéantissement politique, anéantissement ethnique, anéantissement intellectuel : voilà ce que signifie l'anéantissement de la France, dont Hitler a proclamé la nécessité dans son livre « Mein Kampf ». Tel est le sort qui nous attend si Hitler est victorieux.

CHAPITRE IV

LA LUTTE DE LA FRANCE OPPRIMÉE

Un peuple menacé d'anéantissement par un ennemi barbare ne peut se sauver que par la lutte. La lutte comporte toujours une chance de victoire, alors que la soumission n'en comporte aucune. Tel est l'enseignement de la raison et de l'Histoire.

Les mensonges de la soumission

Le Parti Communiste rejette avec le plus grand mépris toutes les invitations qui sont adressées au peuple français pour l'amener à une lâche soumission. Ceux qui lancent ces invitations ne sont et ne peuvent être que des agents de l'ennemi.

Ceux qui les écoutent n'obéissent qu'à la voix de la lâcheté. Ceux qui ajoutent foi aux promesses font preuve d'un manque d'esprit critique, en même temps que d'un manque de dignité patriotique.

Tous les prétendus arguments en faveur de la soumission sont lancés par la propagande ennemie et ne sont que de misérables sophismes.

On dit que la soumission est *avantageuse.* C'est vanter les avantages d'un suicide par persuasion. C'est dire qu'il est avantageux pour le peuple français de consentir à son propre anéantissement.

La soumission des Français serait avantageuse pour Hitler, pour les traîtres à son service, pour les trusts français qui ont misé sur lui, mais non pour le peuple français.

On dit que la soumission n'est peut-être pas la solution la plus avantageuse, mais qu'elle est la seule solution possible. Or, le peuple français et les peuples des pays occupés ont engagé la lutte contre la domination barbare de Hitler. Ils ont déjà montré que la soumission n'est pas la seule voie.

C'est la seule voie pour les capitulards, pour les traîtres, pour les trusts qui veulent faire des bénéfices à l'ombre de Hitler. Mais, pour les peuples menacés d'anéantissement, la seule voie, c'est la lutte pour l'existence.

On dit que la soumission n'est peut-être pas la solution la plus avantageuse, ni la seule solution, mais qu'elle exige moins de sacrifices que la lutte. C'est le raisonnement des bornés.

Les souffrances et les misères de l'esclavage déciment un peuple incomparablement plus que la lutte même la plus meurtrière. L'occupation allemande et le « rationnement » ont fait plus de victimes que la guerre de 1914-18.

Que serait-ce s'il fallait supporter ce régime pendant des dizaines d'années ? De plus, Hitler veut anéantir le peuple français. Qui oserait prétendre qu'une lutte comportant sans doute des sacrifices, mais aboutissant certainement à la libération, exige plus de victimes d'un peuple que son anéantissement total ?

On dit encore que la lutte serait « sans doute » souhaitable, mais qu'elle ne servirait à rien, car Hitler est invincible. Même si

cela était vrai, il serait plus conforme à ce que la France a été dans l'Histoire que les Français périssent tous dans la lutte, plutôt que d'être effacés de la terre par les méthodes d'anéantissement imaginées par Hitler. Il vaut mieux tomber dans la lutte que succomber sous le poids des chaînes.

Mais l'Histoire ne connaît pas d'armées invincibles. Si Hitler était si certain de la victoire, il ne ferait pas tant d'efforts pour obtenir la soumission. La vérité est qu'il sera vaincu par les forces coalisées de l'Union Soviétique, de l'Angleterre et des Etats-Unis d'une part, et des peuples opprimés d'autre part.

Face à l'ennemi barbare qui est résolu à l'anéantir, le peuple français doit continuer la lutte d'autant plus qu'il a non pas une chance, mais toutes les chances de remporter la victoire.

La lutte pour la délivrance

L'objectif principal de la lutte des Français, c'est la libération de la France.

Le moyen principal de la libération c'est la défaite de Hitler.

Tous les objectifs économiques, sociaux, politiques et culturels que le peuple français poursuit se rattachent à la libération de la France ou en dépendent.

Les armées nazies représentent la force principale sur laquelle repose tout le système d'oppression et d'esclavage qui menace de submerger et d'anéantir la France, l'Europe et toute l'humanité civilisée.

Hitler est l'ennemi commun de tous les Français qui veulent sauver la France de l'anéantissement, de tous les peuples qui veulent sauver leur existence nationale, de tous les hommes qui veulent sauver la civilisation. Sa défaite est l'intérêt commun de tous les Français patriotes, de toutes les nations qui veulent la liberté, de tous les hommes attachés à la civilisation.

L'écrasement de Hitler étant le moyen principal de libérer la France, sont amis de la nation française tous ceux, quels qu'ils soient, qui luttent contre Hitler, tandis que ses ennemis sont ceux qui le soutiennent, sous quelque prétexte que ce soit.

Les formes de la lutte pour la libération de la France

La lutte pour la délivrance de la France prend, et doit prendre nécessairement, des formes multiples. Toute action qui contribue, directement ou indirectement, à l'affaiblissement de Hitler, fait partie intégrante de la lutte pour la libération de la France, quels que soient les mobiles conscients qui ont déterminé ces actes, et quels que soient les objectifs particuliers que leurs auteurs poursuivent.

Dans les conditions actuelles, la lutte pour la défaite de Hitler prend deux formes : la lutte *militaire* des Alliés contre les forces armées de l'Allemagne hitlérienne et la lutte des peuples opprimés à l'arrière du front nazi.

La lutte militaire des Alliés contre les forces armées du Reich

La guerre continue et l'intérêt du peuple français est qu'elle se termine par la victoire des puissances qui combattent Hitler. Quel que soit le jugement qu'il puisse porter sur la structure sociale ou le régime intérieur des pays qui combattent Hitler, un Français digne de ce nom ne peut voir en eux que les Alliés de la France.

C'est pourquoi, l'Union Soviétique, comme l'Angleterre et les Etats-Unis, sont considérés par tous les Français dignes de ce nom, c'est à-dire par tous les Français patriotes, comme les alliés de la France.

Les travailleurs français savent que si l'Union Soviétique a réalisé, pour la première fois dans l'Histoire, la Société socialiste et la démocratie dans sa plénitude, l'Angleterre et les Etats-Unis sont des pays capitalistes, où les libertés démocratiques accordées aux travailleurs comportent des restrictions.

Néanmoins ils savent que l'Angleterre et les Etats-Unis, en combattant Hitler et en aidant l'Union Soviétique dans sa lutte gigantesque, servent la cause du progrès et de la civilisation, en même temps que celle de la délivrance de la France.

Ceux des Français qui, pour des raisons diverses, sont attachés à des conceptions économiques, sociales et politiques différentes de celles de l'Union Soviétique, mais qui ne font pas passer leurs conceptions particulières avant les intérêts de la patrie, savent que

l'Union Soviétique combat, en même temps que pour elle-même, également pour la France.

Dans la lutte militaire que les puissances démocratiques continuent contre Hitler, l'armée française est représentée par le Général de Gaulle et les Français qui combattent sous son drapeau.

C'est un mensonge, lorsque Pétain et Laval qualifient le Général de Gaulle et ses partisans de « dissidents ». Les « dissidents », ce sont les factieux de Vichy qui ont poursuivi des tractations secrètes avec l'ennemi, qui ont signé un traité de capitulation sans mandat régulier d'aucune sorte, qui ont pour servir l'ennemi, imposé la capitulation et renversé la République.

Les traîtres, ce sont les hommes de paille de Hitler qui poussent leur innommable bassesse jusqu'à approuver le massacre des otages français par le bourreau Von Stülpnagel.

Ayant continué la présence de la France dans la lutte militaire aux côtés des Alliés, le Général de Gaulle et ses combattants continuent l'armée *française.* Ils ont droit au soutien de tous les patriotes français.

En plus de l'aide directe, toute action susceptible d'affaiblir la puissance militaire ou économique de Hitler constitue une aide et un soutien pour nos alliés.

La lutte à l'arrière du front nazi

Tous les pays occupés par Hitler constituent l'arrière de son front militaire. En ce qui concerne la France, cela est valable dans la zone non occupée comme dans la zone occupée. Toutes les deux sont intégrées dans la machine de guerre nazie.

Le premier intérêt d'un peuple opprimé, c'est la défaite de son oppresseur. Tout pour la victoire de la France et de ses alliés, tout pour la défaite de Hitler et de ses complices, tel est le mot d'ordre des patriotes français.

Au point de vue des adversaires à combattre, la lutte du peuple français est dirigée contre l'occupant et les traîtres à son service contre le « gouvernement » de Vichy et ses agents.

Au point de vue de ses formes, la lutte comprend principalement la lutte politique et la lutte économique.

Au point de vue de ses méthodes, elle comprend toutes celles qui

sont capables de contribuer, en quelque mesure que cela soit, à l'affaiblissement de l'ennemi, que ce soit directement ou indirectement.

La lutte contre l'ennemi à l'arrière de son front n'est qu'une partie de la guerre elle-même. La barbarie effroyable des nazis qui mènent *la guerre totale* ne peut être brisée qu'en sachant bien qu'il s'agit d'un adversaire auquel toute considération d'humanité est étrangère.

Les différentes méthodes qui peuvent être employées ne doivent donc être jugées que du point de vue de leur efficacité, en partant du principe que le peuple français est en état de légitime défense.

A mesure que la situation évolue, la combativité de la masse du peuple augmente et la lutte prend des formes de plus en plus élevées. Mais dans chaque situation se retrouvent plusieurs formes de la lutte, correspondant au degré de combativité inégale des diverses couches de la population.

L'essentiel est de faire en sorte que les diverses couches de la population, dont chacune participe à la lutte, avec des formes qui correspondent à son degré de combativité, se fondent en une seule grande armée de la délivrance et que la forme dominante de la lutte, celle que pratique la masse du peuple, s'élève sans cesse.

L'ennemi barbare cherche à combattre par la terreur la plus sanglante la lutte que mènent contre lui les peuples opprimés. Mais parce-qu'il s'agit d'un ennemi barbare la renonciation à la lutte ne peut mettre aucun frein à sa barbarie.

Ce n'est pas en s'abstenant d'attaquer le chien enragé que l'on peut calmer sa rage. De même, le seul moyen de mettre un terme à la domination atroce des Barbares est de provoquer leur défaite en y contribuant par tous les moyens.

Les héros qui tombent dans la lutte seront honorés tant que vivront les générations de ceux que leur héroïsme aura sauvé de l'esclavage et de la destruction. Leur sacrifice aura sa récompense dans la prospérité de la patrie libérée. Leurs bourreaux seront châtiés au milieu du mépris de l'humanité civilisée.

Les luttes économiques et la lutte pour la libération

La double exploitation du peuple français par les trusts indigènes et les trusts allemands crée des conditions d'existence voisines

de la famine. Seule la lutte revendicative peut apporter une amélioration immédiate à cette situation.

Nécessité vitale pour toutes les couches laborieuses de la nation, la lutte revendicative fait partie intégrante de la lutte pour la libération de la patrie.

Lutte contre les trusts français qui soutiennent l'envahisseur elle est, en même temps, une lutte contre l'envahisseur lui-même, étant donné l'intégration de l'économie française dans la machine de guerre hitlérienne.

Conduite pour arracher des revendications immédiates, elle prépare et organise la nation en vue de la lutte pour les intérêts supérieurs de la patrie.

L'ennemi barbare et ses laquais de Vichy s'efforcent de paralyser par tous les moyens la lutte des travailleurs pour leurs revendications. Supprimant toutes leurs libertés et tous leurs droits si chèrement acquis, ils veulent les enchaîner derrière la façade médiévale du « corporatisme » et autres inventions rétrogrades, afin qu'ils deviennent « taillables et corvéables à merci »,

Ils s'efforcent, en même temps, de leur faire croire que désormais la lutte pour les revendications est inutile, qu'un « nouvel esprit social » anime l'Etat, que les revendications sont satisfaites dès qu'elles sont légitimes. Ces bavardages criminels sont destinés à détourner les travailleurs de la lutte et à leur faire accepter les chaînes que les trusts français et allemands leur font porter.

Si « l'Etat » nazifié était animé d'un « nouvel esprit social », il ne supprimerait pas les libertés des travailleurs, parce-qu'il n'aurait rien à craindre.

Au nom de « l'esprit communautaire » qui exige, d'après eux, la subordination de l'intérêt particulier à l'intérêt de la communauté, les trusts exigent la soumission des travailleurs. Non contents d'exiger cette soumission, ils cherchent à l'imposer par la terreur sanglante.

Leur « esprit communautaire », c'est, pour les travailleurs, l'esprit d'esclavage et pour eux-mêmes la subordination cynique de toute la société et de tout le pays à leurs appétits de profit et de domination.

C'est par la lutte seule que les travailleurs peuvent obtenir une amélioration de leur sort.

L'expérience des travailleurs de tous les pays occupés prouve qu'il est possible et qu'il est efficace de lutter pour les revendications économiques dans les conditions de l'occupation.

Quelle que puisse être la barbarie de l'ennemi, il est parfaitement impuissant contre des travailleurs *qui ne se laissent pas intimider.* Il ne peut rien opposer à des mouvements revendicatifs qui prennent de vastes proportions, car sa machine de guerre a des besoins impérieux à satisfaire.

Plus Hitler s'enfonce dans la guerre, et plus il est à la merci des ouvriers et des paysans des pays opprimés.

La lutte contre l'ennemi est indivisible

On ne saurait considérer la lutte contre l'occupant et la lutte revendicative comme deux moyens entre lesquels il faudrait choisir. La lutte contre l'occupant et la lutte revendicative sont inséparables et également indispensables.

On ne saurait tracer entre elles une ligne de démarcation rigide. De même qu'elle a toujours été la forme élémentaire de la lutte contre le capitalisme, la lutte revendicative est aujourd'hui le commencement de la lutte contre l'occupant, et même une partie de cette lutte.

Si la classe ouvrière renonçait à la lutte pour ses revendications immédiates, elle compromettrait ainsi la cause de son émancipation du joug du capital.

Si le peuple français renonçait à la lutte contre la misère et les autres conséquences économiques de la capitulation et de l'occupation, il consoliderait lui-même l'ennemi qui l'opprime.

La lutte pour le pain est une lutte pour la liberté, de même que la lutte pour la liberté est, en même temps une lutte pour le pain.

La lutte contre les complices de l'ennemi

Un peuple résolu à lutter pour son existence ne saurait supporter dans ses rangs ceux qui soutiennent d'une manière quelconque les entreprises de l'ennemi. Encore moins accepte-t-il de les écouter.

Les complices de l'ennemi seront châtiés, mais ils doivent sentir dès à présent le mépris, la réprobation et la colère du peuple qu'ils trahissent. Aucun Français digne de ce nom ne peut s'habituer à cotoyer des traîtres et à supporter leur présence au milieu des Français honnêtes.

Les traîtres doivent sentir brûler le sol sous leurs pieds. Il en est ainsi heureusement en France, ce qui prouve que notre pays n'est nullement prêt à se laisser asservir.

La lutte contre le « gouvernement » de Vichy

Le « gouvernement » de Vichy représente le principal soutien de l'ennemi en France. Il doit donc être combattu au même titre que l'ennemi et ses traîtres payés directement. Il n'y a pas d'ailleurs solution de continuité et encore moins opposition entre la bande des traîtres à la solde de Hitler et l'équipe des traîtres de Vichy.

Ces deux groupes de complices de l'ennemi constituent des vases communiquants. Ils s'interpénètrent mutuellement. Les Laval et les Darlan sont à la fois les piliers de la cinquième colonne et du « gouvernement » de Vichy.

S'imaginer qu'il est possible de s'appuyer sur le « gouvernement » de Vichy en vue d'une résistance quelconque à Hitler, c'est ne rien comprendre aux manœuvres hitlériennes, ni à la nature du « gouvernement » de Vichy. Celui-ci n'est pas le porte-parole de la France auprès de Hitler, mais le porte-parole de Hitler auprès des Français.

Quand le bourreau nazi a massacré les otages français, Pétain a élevé la voix, non pour flétrir les crimes monstrueux de l'ennemi barbare, mais pour les approuver.

Dans toutes les questions importantes, à tous les moments décisifs, le « gouvernement » de Vichy a toujours été, et sera toujours, aux côtés de l'Allemagne contre la France.

Un gouvernement de la zone non occupée pourrait rendre, s'il était français, des services immenses à la cause de la résistance. Mais ce n'est pas à Hitler, c'est aux Français que résiste le « gouvernement » de Vichy ; ce n'est pas vis-à-vis de Hitler, c'est vis-à-vis de la France, qu'il joue double jeu.

Les slogans de Vichy

Toute la législation établie par Vichy n'est que la transposition de la « législation » barbare des nazis.

Tout le vocabulaire politique du prétendu « nouveau régime » n'est que la traduction du vocabulaire nazi. « Révolution Nationale », « esprit communautaire », « organisation professionnelle », « intégration de la classe ouvrière dans la nation », « socialisme national », « suppression de la lutte des classes » sont des slogans pris par Hitler dans l'arsenal de la frénétique réaction qui s'est développée en Allemagne depuis le XIXe siècle.

Ne représentant que les mensonges grotesques des grands capitalistes et des hobereaux en Allemagne, ces slogans sont encore plus mensongers et encore plus grotesques en France, où ils servent de véhicules, non seulement à la réaction politique et sociale, mais encore à la domination étrangère.

La « Révolution nationale » était en Allemagne le nom donné par les réactionnaires les plus rétrogrades à la contre-révolution. Elle signifie en France l'établissement d'une dictature qui, supprimant tout ce qui est national, livre la France à la domination étrangère.

« L'esprit communautaire » était, pour les réactionnaires allemands, le nom de la servilité exigée des travailleurs. Elle signifie en France la soumission aux trusts et à leurs protecteurs étrangers qui sont les négateurs de toute communauté humaine civilisée.

« L'organisation professionnelle » n'est que la désorganisation de toutes les professions par la domination tyrannique des trusts et l'asservissement de tous aux plus gros capitalistes de France et d'Allemagne.

« L'intégration de la classe ouvrière dans la nation » n'est que l'exclusion de la classe ouvrière et de la nation laborieuse de toute liberté, de toute législation sociale, de tout droit de se défendre contre la sauvage exploitation capitaliste et la domination étrangère.

Le « socialisme national » c'est la tyrannie sans frein des trusts français et étrangers au milieu des formes les plus sanglantes de la barbarie.

Quant à la « suppression de la lutte des classes », Vichy entend par là que, selon le modèle nazi, la lutte des classes soit un monopole des trusts ayant toutes les possibilités d'écraser les travailleurs. Des inventions comme la « Charte du travail » — nom italien, inspiration nazie — n'ont pas d'autre but.

La dégénérescence du « gouvernement » de Vichy

Il y a déjà eu, en France, des gouvernements complotant avec l'étranger contre la nation. Mais jamais Louis XVI n'a poussé la duplicité aussi loin que Philippe Pétain.

Il y a déjà eu, en France, des privilégiés qui ont sacrifié les intérêts de la France à leurs intérêts de classe. Mais les émigrés de Coblentz eux-mêmes n'ont pas poussé plus loin le cynisme dans la trahison que les trusts français et leurs hommes.

Il y a déjà eu, en France, des généraux factieux et félons. Mais les Mac-Mahon et les Bazaine font figure de citoyens loyaux et de patriotes irréprochables à côté des Pétain, Darlan, Weygand, Huntziger, Dentz et Cie.

Il y a déjà eu, en France, des hommes politiques qui ont payé l'aide de l'ennemi en acceptant et en signant des traités de honte. Mais jamais les gouvernements de la Restauration et Thiers lui-même ne sont tombés aussi bas que Laval, Pétain et Darlan.

Une seule attitude est logique et salutaire aujourd'hui pour le peuple français, quand il s'agit du « gouvernement » de Vichy : la lutte contre ces factieux coupables d'intelligence avec l'ennemi.

Le Front National de Lutte pour la Liberté et l'Indépendance de la France

En vue de la lutte pour la délivrance, il est nécessaire de réaliser l'Union de tous les patriotes. C'est ce rassemblement qui constitue le *Front National de Lutte pour la Liberté et l'Indépendance de la France.*

Sa constitution se poursuit depuis le mois de juillet 1941 sous la direction d'un Comité d'organisation comprenant des personnalités représentatives de toutes les fractions et de toutes les nuances de l'opinion française.

Le but du *Front National* est le rassemblement de tous les Français dignes de ce nom, en vue de la lutte contre l'ennemi commun, l'oppresseur barbare qui a envahi et qui exploite la France.

Les bases du Front National, ce sont : le sentiment national français et la volonté de combattre pour le rétablissement de la liberté, de l'indépendance et de l'intégrité de la France.

Quelles que soient leurs conditions sociales, leurs opinions politiques, religieuses, philosophiques ou autres ; quelles que puissent être les différences qui, par ailleurs, existent parmi eux, tous les Français dignes de ce nom peuvent et doivent adhérer au Front National.

Le programme du Front National exprime les aspirations communes à tous les Français. Il traduit leurs intérêts immédiats, ainsi que leurs intérêts permanents : la lutte contre l'ennemi et ses complices pour l'existence et la liberté des Français, le soutien de tous les alliés de la France, de tous ceux qui combattent contre l'ennemi commun, de l'Angleterre, de l'U. R. S. S. et des Etats-Unis dont la victoire signifiera la délivrance de notre pays.

Hormis les traîtres, le Front National de Lutte pour la Liberté et l'Indépendance de la France peut et doit rassembler tous les Français. La nécessité et la possibilité d'un tel rassemblement résulte du fait que, hormis les traîtres, tous les Français ont un intérêt vital à lutter pour la défaite de Hitler.

Avec le *Front National*, l'expression tant galvaudée *d'union nationale* prend son sens véritable : c'est l'Union de la Nation française par dessus toutes les divergences, en vue de la libération de la patrie opprimée.

Les porte-parole de l'ennemi, ceux qui ont divisé la nation par leur soumission à Hitler, osent parler d'unité française. Mais c'est dans le Front National que se réalise la véritable unité française.

Les démagogues au service de Hitler osent parler de « l'intégration de la classe ouvrière dans la nation ». Ce sont Hitler et ses laquais, ainsi que leurs protecteurs, les trusts, qui, dans tous les pays, se sont mis hors des nations, en sacrifiant tous les intérêts supérieurs à leurs sordides intérêts de classe.

La classe ouvrière poursuit la lutte pour la libération de la patrie. Elle fournit chaque jour par dizaines et par centaines les

héros et les martyrs. Elle montre qu'elle est non seulement partie intégrante et essentielle de la nation, mais aussi qu'elle est consciente de sa mission historique qui est de libérer avec elle-même la nation tout entière.

C'est le Front National qui représente aujourd'hui en France l'unité à laquelle s'intègrent toutes les forces vives de la nation en vue de la lutte libératrice.

Seule la lutte contre l'ennemi peut unir les Français. Toute soumission ne peut que les diviser.

CHAPITRE V

LA LIBÉRATION NATIONALE ET LA RECONSTRUCTION

Sous la domination de l'ennemi, il ne peut y avoir pour la France ni reconstruction, ni rénovation. La libération seule permet de réaliser le relèvement et de reprendre la marche vers l'avenir.

La libération nationale est la grande tâche historique que le peuple français a à accomplir aujourd'hui. Nous devons examiner les problèmes les plus immédiats qu'elle pose.

Pour un peuple opprimé par un conquérant étranger, la libération nationale signifie d'abord le renversement de la domination étrangère sous toutes ses formes. Elle signifie donc pour le peuple français, en premier lieu, le rétablissement de son indépendance et la liquidation de la domination de Hitler et de ses laquais.

Libertés nationales et libertés démocratiques

Résolu à opprimer et à exploiter la France trahie, Hitler a voulu créer les instruments nécessaires à cet effet. C'est pourquoi il a provoqué l'instauration d'un gouvernement vassal à Vichy.

De concert avec Berlin, ce « gouvernement » a entrepris d'organiser l'oppression et l'exploitation du peuple français au profit de l'Allemagne hitlérienne, et d'adapter la machine de l'Etat, l'organisation de l'économie et de toute la vie du pays aux besoins de la domination ennemie.

La liquidation de la domination ennemie implique l'abolition de ses instruments. Elle implique donc le renversement du « gouvernement» de Vichy, la liquidation de sa dictature dans tous les domaines, l'annulation de ses décrets et de ses décisions. Avec le gouvernement de l'étranger doit disparaître sa « législation ».

Pour organiser la soumission de la France, Vichy a chassé des administrations et des services publics les patriotes, pour les remplacer par des éléments dociles aux ordres de l'ennemi et des traîtres avérés.

Ces sanctions et ces nominations doivent être également annulées. Avec le gouvernement de l'étranger doit disparaître aussi son personnel.

Hitler a supprimé, de concert avec Vichy, les libertés nationales, en même temps que les libertés démocratiques. La liquidation de la domination ennemie signifie le rétablissement des libertés nationales et le rétablissement de la démocratie.

La suppression des libertés démocratiques devait servir à la suppression des libertés nationales. Inversement, une véritable libération nationale exige la plénitude des libertés démocratiques. Donc, non seulement le rétablissement de nos anciennes libertés, mais aussi leur élargissement.

Ni les tâches de la libération, ni celles de la reconstruction ne peuvent être accomplies sans le développement le plus large de l'activité des masses populaires. La liberté intérieure est la base la plus solide de l'indépendance nationale et de la rénovation

La liquidation de la dictature de Vichy doit donc se faire au profit du rétablissement de la constitution républicaine, mais les besoins de la nation posent nécessairement le problème de son élargissement dans un sens démocratique.

Le châtiment des traîtres et la liquidation de la trahison

Le châtiment des traîtres n'est pas seulement la punition des crimes abominables qui ont causé tant de malheurs à la France et aux Français. C'est aussi une mesure indispensable de sécurité. Les responsables des désastres militaires et de la capitulation, les Français coupables d'intelligence avec l'ennemi avant la guerre, pendant la guerre et durant l'occupation devront donc être châtiés.

Parmi eux devront figurer nécessairement les membres et anciens membres du gouvernement factieux de Vichy, ainsi que les hauts fonctionnaires nommés par lui.

Les crimes commis contre les patriotes, les internements et les emprisonnements, les persécutions et les exécutions ont pour but de briser le peuple français, en exterminant tous ceux qui l'entraînent à la lutte pour la délivrance.

Cette terreur barbare est l'arme principale dont se sert l'ennemi pour asservir la France. Ceux qui y participent d'une manière quelconque commettent donc un crime inexpiable.

Le peuple français libèrera tous les patriotes emprisonnés ou internés, et il rendra aux martyrs l'hommage national qui leur est dû. Mais la liquidation de la domination étrangère exige aussi que tous les responsables directs ou indirects des crimes commis envers les patriotes soient recherchés et punis dans chaque cas.

Pas un traître, pas un auxiliaire des crimes de l'ennemi ne devront échapper au juste châtiment dans une France libre.

Mais il ne suffit pas de châtier les traîtres personnellement. Il est nécessaire aussi de briser leur puissance. Les biens de toute nature appartenant aux Français coupables d'intelligence avec l'ennemi doivent donc être confisqués et leurs entreprises nationalisées sans indemnité. Un traître à la France ne doit pas avoir le droit d'exploiter le travail français.

La suppression de l'exploitation du peuple français par l'ennemi

Le paiement d'un tribut de 400 millions par jour à l'Allemagne, ainsi que les livraisons de toutes sortes, représentent autant de formes de l'exploitation du peuple français par l'ennemi. La libération nationale implique nécessairement leur abolition.

Cette abolition est, en même temps, l'une des conditions fondamentales du relèvement de la France qui est impossible tant que les ressources du pays sont pompées par l'ennemi.

L'Allemagne hitlérienne ne s'est pas bornée à voler nos stocks de matières premières et de produits alimentaires. Elle ne se borne pas à rafler la plus grande partie de notre production agricole et industrielle.

Avec la complicité des trusts français, les trusts allemands mettent la main sur nos entreprises les plus importantes.

Parmi les premières mesures qu'exige la libération nationale doit donc figurer l'annulation de toutes les participations allemandes dans les entreprises françaises.

Les problèmes financiers de la reconstruction

Les mesures nécessaires pour soulager la misère du peuple français, ainsi que la mise en œuvre d'une véritable reconstruction posent le problème des ressources financières.

Le « gouvernement » de Vichy puise la majeure partie de ses ressources dans une inflation qui prend des proportions de plus en plus catastrophiques.

Pour l'ennemi et ses laquais, l'inflation est un moyen de piller les richesses de la France, de faire supporter les frais de la guerre et de la capitulation au peuple français.

C'est, en même temps, un moyen de faire travailler les Français pour l'Allemagne hitlérienne, en maintenant les salaires très au-dessous du minimum vital.

L'inflation qui ruine la monnaie et, par conséquent le pouvoir d'achat de la grande masse du peuple, doit être arrêtée. Les moyens nécessaires à l'assainissement financier et à la mise en œuvre de la reconstruction peuvent et doivent être créés par des mesures qui procurent des ressources nouvelles sans augmenter la misère et sans affaiblir davantage l'économie nationale.

La confiscation des biens et des entreprises des traîtres constitue une première série de mesures susceptibles de procurer des ressources importantes. Il y a lieu d'y ajouter *la confiscation des bénéfices de guerre* réalisés par les trusts, les banques et les sociétés financières, industrielles et commerciales.

L'expérience prouve que la confiscation des bénéfices de guerre ne peut être réalisée simplement par des prélèvements effectués sur les revenus. Pour saisir les bénéfices de guerre, il faut ajouter aux prélèvements sur les *revenus* des fournisseurs de guerre un prélèvement sur leurs *fortunes*.

Mais aux bénéfices de guerre s'ajoutent les bénéfices monstrueux de la capitulation, de la collaboration avec l'ennemi et de

l'inflation. Il est clair que ceux qui ont accumulé des richesses grâce aux ruines doivent aussi faire les frais de la reconstruction.

Une troisième série de mesures doit donc frapper les citoyens et les sociétés dont les revenus, les bénéfices et les fortunes auront accusé un accroissement anormal depuis juin 1940.

La confiscation des biens des traîtres, la confiscation des bénéfices de guerre des trusts, le prélèvement sur la fortune des profiteurs de la guerre, l'imposition de ceux qui se sont enrichis grâce à la trahison sont des mesures justes et efficaces.

Ceux qu'elles visent essaieront naturellement d'en saboter l'application. A l'époque actuelle, l'instrument essentiel de la fraude et du sabotage de toute mesure financière ou démocratique, ce sont *les banques.*

Pour empêcher la fraude et rendre le sabotage impossible, il est donc nécessaire d'établir sur elles un contrôle efficace.

Il est possible d'y arriver dans une large mesure en excluant de leurs conseils d'administration les hommes des trusts et leurs agents.

Une telle mesure ne porte nullement atteinte aux intérêts de la masse des déposants et des actionnaires petits et moyens. Elle aboutit au contraire à leur donner dans l'administration des banques une représentation et des droits qu'ils n'ont jamais possédés.

Pendant la guerre, pendant l'occupation et dans la lutte pour la libération nationale, les peuples auront consenti d'immenses sacrifices et subi des souffrances illimitées.

Ils n'accepteront pas que les charges financières laissées par la guerre et nécessitées par la reconstruction leur soient, une fois de plus, imposées d'une façon unilatérale.

Ils agiront, là encore, conformément à l'intérêt national, car toute solution anti-démocratique des problèmes financiers légués par la guerre ne pourrait qu'aggraver la ruine et la misère.

C'est pourquoi aussi la victoire de Hitler aurait pour conséquence, si elle était possible, une crise infiniment plus grave que celle qui a suivi la guerre de 1914-18.

Remèdes immédiats à la détresse du peuple français

Etant au service de l'ennemi et des trusts, le « gouvernement » de Vichy n'a jamais songé sérieusement à secourir la détresse du peuple français. Bien au contraire, sa préoccupation constante a toujours été de remplir par tous les moyens son rôle de garde-chiourme veillant à l'aggravation de l'exploitation et au maintien de la famine.

L'amélioration immédiate de la situation des masses laborieuses exige le rétablissement de leur pouvoir d'achat ruiné, la liquidation du chômage, l'allègement des charges et la réorganisation complète de tout le système des approvisionnements.

Le rétablissement du pouvoir d'achat, ruiné par la hausse vertigineuse des prix, exige le rajustement des salaires, traitements, pensions et retraites au coût de la vie ; une retraite équitable pour les vieux et le rajustement des allocations de chômage. Il exige, en même temps, la revalorisation des produits de la terre, en réorganisant le marché agricole par l'élimination des trusts et des gros intermédiaires.

L'allègement des charges exige en particulier le moratoire et la révision des dettes contractées à l'égard des trusts et des usuriers par les paysans, les petits commerçants et les artisans. Il exige également l'annulation des augmentations de loyer effectuées, depuis juin 1940, dans les immeubles habités par les travailleurs des diverses catégories.

La liquidation du chômage doit être entreprise en utilisant le travail français pour la satisfaction des besoins français. C'est ce qui pourra être réalisé par la mise en œuvre d'un véritable plan de reconstruction du pays.

L'amélioration de la situation alimentaire et de l'approvisionnement en matières premières exigent l'abolition de tout le système corrompu organisé par Vichy sur le modèle nazi et par ordre de Berlin. Ils exigent en même temps le rétablissement des relations commerciales avec les alliés dont les capitulards ont provoqué la rupture.

Le gouvernement de libération nationale

Des exemples multiples prouvent que malgré la terreur combinée des généraux nazis et de leurs vassaux de Vichy, les travail-

leurs peuvent imposer leurs revendications par la lutte. Cependant le « gouvernement » factieux de Vichy, instrument de l'ennemi, est un obstacle permanent à l'amélioration des conditions d'existence du peuple français comme à sa libération.

La France en lutte contre l'oppression et l'exploitation a besoin d'un gouvernement qui soit français et qui ait la volonté et la capacité de se consacrer effectivement aux grandes tâches de la libération nationale.

A la place du gouvernement qui n'est que l'instrument de l'oppression étrangère, la France a besoin d'un gouvernement de libération nationale.

La nature même de sa mission — accomplir la libération nationale — exige qu'un tel gouvernement soit composé de patriotes éprouvés bénéficiant de la confiance du peuple français, et s'appuyant sur lui ; qu'il soit un gouvernement populaire, gouvernant par le peuple et pour lui.

C'est dans le Front National que se rassemblent toutes les forces françaises en vue de la lutte pour la Liberté et l'Indépendance de la France. Les Comités du Front National groupant les masses profondes de la nation constituent l'appui naturel d'un véritable gouvernement de libération nationale.

C'est dans la liaison constante avec eux que celui-ci peut puiser la force nécessaire pour réaliser la délivrance de la France.

Le Parti Communiste Français est prêt à aider et à soutenir sans réserve tout gouvernement composé de patriotes et décidé à poursuivre jusqu'au bout la lutte pour la libération nationale. Il agit en toutes circonstances de manière à réaliser effectivement toutes les conditions réelles de la délivrance.

Les problèmes de la paix

Les peuples en lutte pour leur existence et pour la défense de la civilisation contre la barbarie hitlérienne, tendent toutes leurs énergies et consentent tous les sacrifices pour arracher la victoire. Et plus les événements permettent d'entrevoir l'approche de la défaite pour Hitler, et plus les peuples sont résolus à tout faire, au lendemain de la guerre, pour que la paix soit fondée cette fois sur des bases réellement solides.

Les peuples exigeront le châtiment de Hitler, de Mussolini, et de tous ceux dont les crimes ont ensanglanté le monde. Il y a d'ailleurs peu de chances que ces ennemis du genre humain échappent à la vengeance de leurs peuples.

Les bourreaux comme Stülpnagel et Schaumbourg, tous les assassins qui sévissent dans les territoires occupés par l'Allemagne hitlérienne et ses vassaux, devront être livrés pour être jugés par ceux qu'ils auront pendant si longtemps martyrisés.

Mais les bases d'une paix réellement durable exigent aussi des changements profonds dans les institutions. Les principes comme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à se donner souverainement un régime de liberté ; la renonciation à toute conquête et visée impérialiste, ainsi que les autres principes démocratiques qui ont été affirmés solennellement dans la déclaration commune du Premier Ministre Churchill et du Président Roosevelt (1) demeurent gravés dans la mémoire des peuples. Ils veilleront à leur application effective.

De même le peuple français qui ne saurait traiter ni avec l'Allemagne hitlérienne, ni avec aucun gouvernement ayant participé à la guerre à ses côtés, n'acceptera qu'une paix entièrement inspirée par le respect des droits des peuples, par les exigences d'une paix durable dans la liberté pour tous les peuples civilisés, par le respect des droits de l'Homme assuré pour tous. Il n'acceptera pas que les sacrifices immenses que la guerre aura coûté à l'humanité puissent servir à satisfaire des appétits de conquête et de profit.

Tâches d'aujourd'hui et tâches de demain

Chaque époque historique comporte ses tâches particulières dont l'accomplissement seul permet à un peuple d'avancer vers l'avenir. C'est une telle tâche que représente aujourd'hui pour le peuple français la lutte pour la libération nationale. C'est dans cette lutte que se rassemblent les forces qui permettront d'aller des ruines à la reconstruction et de la reconstruction à la rénovation.

(1) A l'issue des conversations à bord du yacht présidentiel, le « Potomac ».

Le développement de la société est soumis à des lois qui sont inéluctables, parce qu'elles représentent les applications des grandes lois de la nature.

Il est donc certain que la société française est grosse d'une société nouvelle dont rien ne pourra, en fin de compte, empêcher la naissance. Mais cette naissance est un enchaînement de faits historiques concrets qui se réaliseront à travers les actes que le peuple français sera amené à accomplir dans les diverses situations historiques dans lesquelles il sera chaque fois placé.

Nous avons le pouvoir de hâter l'avènement de l'avenir. Mais nous n'exerçons ce pouvoir qu'en agissant et notre action ne travaille efficacement pour l'avenir que dans la mesure où elle résout les problèmes dans les termes mêmes dans lesquels ils nous sont posés par l'histoire.

C'est au milieu des problèmes réels d'une époque telle qu'elle est que nous devons agir. Ce n'est que dans cette réalité que nous pouvons trouver les points d'appui nécessaires pour la réalisation de notre idéal. Nous agissons pour l'avenir dans un présent qui change sans cesse.

Il nous appartient de faire en sorte que notre action devienne un facteur de plus en plus décisif de nos changements, afin de pouvoir leur imprimer la direction de l'avenir.

Le dévouement illimité des communistes à la cause de la libération nationale est donc non pas on ne sait quelle « inconséquence », mais la conséquence la plus naturelle et la plus nécessaire de ce qu'est le communisme.

La fermeté indomptable du Parti Communiste dans la lutte pour la libération nationale exprime l'énergie du peuple dont il est issu, mais en même temps la volonté de créer *réellement* toutes les conditions effectives du progrès.

A la base de l'action du Parti Communiste il y a, là encore, en même temps que l'attachement profond, absolu, à ce qui est cher et salutaire au peuple, la compréhension des lois du développement historique, *le communisme scientifique.*

La patriotisme des communistes est le plus sûr, parce qu'il exprime à la fois l'ardeur désintéressée du sentiment populaire et la rigueur de la science.

Que notre Parti soit capable de former ces militants chez qui la rigueur de la science engendre l'héroïsme inébranlable dans l'action, c'est sa grande force. C'est ce qui le rend si redoutable à l'ennemi et à ses laquais. C'est ce qui lui assurera nécessairement la victoire,

Car l'aspiration vers l'idéal se réalise lorsqu'elle prend solidement son point d'appui dans le réel, et c'est ainsi que notre Parti agit en toutes circonstances.



DEUXIÈME PARTIE

LA FRANCE LIBRE

INTRODUCTION

LE Parti Communiste Français lutte de toutes ses forces, pour hâter l'heure de la victoire.

Profondément convaincu que la lutte victorieuse contre l'ennemi exige le Rassemblement de tous les Français dignes de ce nom, il s'efforce d'être partout et toujours un facteur d'union entre les patriotes, tendant une main fraternelle à tous ceux qui, dans la lutte pour la délivrance, sont prêts, comme lui, à tout subordonner aux exigences de la victoire sur l'ennemi commun.

Après la victoire, les conséquences de la guerre poseront des problèmes immenses devant les Français et devant les autres peuples.

Il faudra relever les ruines dont les proportions sont à peine imaginables. Mais il faudra aussi réorganiser la vie européenne de façon à empêcher le retour de nouvelles guerres. Il faudra, après les sacrifices gigantesques, créer enfin les bases d'une vie sociale qui mette les peuples à l'abri de la misère et de tout retour offensif de la tyrannie et de la barbarie.

Mais l'expérience prouve qu'il ne suffit pas de formuler ces exigences. Il faut aussi connaître les conditions véritables qui permettent de les réaliser.

Les chapitres suivants sont consacrés à l'exposé de ces conditions.

Issu du peuple, indissolublement lié à lui, le Parti Communiste, n'a et ne saurait avoir d'autres intérêts que ceux du peuple. Les buts qu'il propose ne peuvent et ne doivent être réalisés que dans la mesure où ils reçoivent l'adhésion de la majorité de la nation laborieuse.

L'alliance des ouvriers et des paysans, leur alliance avec les intellectuels — l'alliance du travail et de la science — doivent former l'axe de cette majorité.

CHAPITRE Ier

LA NOUVELLE DÉMOCRATIE FRANÇAISE

Le peuple français aura à résoudre les grands problèmes que pose l'organisation politique de la France. Il ne suffit pas de reconquérir la liberté. Pour ne pas la perdre à nouveau, il faut l'organiser sur des bases solides, définitives.

La démocratie sous la IIIe République

La dictature de Pétain a supprimé la démocratie non à cause de ses défauts, mais à cause de ses qualités; non à cause de ses vices, mais à cause des libertés qu'elle accordait aux travailleurs.

Les démagogues fascistes ne parlent des vices de la démocratie que pour justifier l'instauration de leur dictature, dont la corruption et les autres vices dépassent tout ce que nous avons pu voir sous la IIIe République.

Les vices de la démocratie que nous avons connue ne peuvent être corrigés que par une démocratie plus large et plus réelle.

Ce qui a perdu la IIIe République, ce ne sont pas les libertés qu'elle accordait aux travailleurs, c'est le fait qu'elle ne leur en accordait pas assez.

Ce qui a perdu la IIIe République, ce n'est pas le contrôle que la nation a pu exercer sur les gouvernements, c'est le fait qu'elle ne pouvait exercer sur eux un contrôle suffisant.

En l'absence du contrôle effectif et efficace assuré par la nation, les puissances d'argent ont pu fausser la démocratie, corrompre les hommes politiques, contrecarrer la volonté du suffrage universel, provoquer une véritable dégénérescence de la République.

Le remède consiste non dans l'abolition de la démocratie, mais dans son perfectionnement, dans son élargissement.

Pour perfectionner et pour élargir la démocratie, il est nécessaire de réaliser trois ordres de réformes:

1° *Accorder les libertés démocratiques aux travailleurs sans aucune restriction ;*

2° *Créer les institutions au moyen desquelles le peuple souverain exerce le pouvoir lui-même et effectivement ;*

3° *Prendre les mesures afin que le peuple puisse user effectivement des droits et des libertés qui lui sont accordés.*

Elargissement des libertés démocratiques

Dans une France vraiment libre, le suffrage universel doit se réaliser dans sa plénitude. Les Français doivent être électeurs et éligibles à vingt ans révolus, sans distinction de sexe. Pour assurer l'accomplissement des volontés du suffrage universel, le *principe de l'élection* doit être le principe fondamental de l'Etat.

Tous les leviers de commande administratifs et gouvernementaux doivent être entre les mains des représentants élus du peuple, depuis les communes jusqu'aux organes suprêmes du pouvoir. En outre, et conformément à la doctrine constante de tous les vrais démocrates, le Parti Communiste Français préconise la nomination des juges et de tous les magistrats par voie d'élection.

La conséquence de l'application de ce principe à tous les degrés sera, en particulier, la disparition des préfets et des sous-préfets, les pouvoirs administratifs devant être consacrés entre les mains des conseils élus au suffrage universel et devenus effectivement les *conseils du peuple.*

Seul le suffrage direct est réellement démocratique. C'est pourquoi l'assainissement de la démocratie comporte nécessairement la uppression, en France, des assemblées élues au suffrage indirect.

Cette mesure doit entraîner, en particulier, la disparition du ;énat. *L'assemblée issue du suffrage universel doit être l'expression unique de la souveraineté nationale.*

En plus de la démocratisation du suffrage universel, la réforme e la démocratie exige le plein exercice de tous les droits de l'homme et du citoyen : la liberté de conscience pour tous, croyants et laïcs, la liberté de la presse, la liberté d'association et de réunion, l'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance, ainsi que le respect de la personne humaine et l'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi.

Droits sociaux

Cependant une démocratie ne saurait être complète si, à ces droits *politiques*, ne s'ajoutent pas certains droits *sociaux* essentiels, comme le droit au travail et au repos, le droit pour tous les travailleurs de bénéficier d'assurances sociales à la charge de l'Etat, couvrant tous les risques d'accidents et de maladies, accordant une retraite suffisante aux vieux travailleurs, le droit à l'instruction pour tous.

Il est clair aussi qu'une démocratie véritable ne saurait maintenir la femme dans une situation d'infériorité. L'égalité de tous exige l'égalité absolue de la femme dans la cité.

Pas de libertés pour les assassins de la liberté

Tous les Français et toutes les Françaises doivent bénéficier de ces libertés. Celles-ci ne doivent comporter qu'une exclusion : celle des ennemis de la nation.

Ceux qui se sont rendus coupables d'intelligence avec l'ennemi se sont exclus de la communauté française. Ils ne sauraient être admis à bénéficier des libertés dont ils ont voulu, avec l'aide d'un ennemi barbare, priver à jamais le peuple français.

Infime minorité par rapport à l'ensemble de la nation, ils ont cependant exercé sur elle la plus tyrannique des dictatures. Qu'ils subissent, à leur tour, la juste dictature de la nation.

Ils ont vanté les régimes « autoritaires ». Qu'ils subissent toute l'autorité de la nation qui a reconquis sa souveraineté.

Il ont vanté les avantages d'un « pouvoir fort ». Qu'ils sentent s'appesantir sur eux toute la force d'un peuple qui bâtit une vie nouvelle.

Ils ont vanté les vertus de l'obéissance passive. Qu'ils apprennent, à leur tour, à obéir à la loi juste de la volonté populaire.

Ils ont vanté la « discipline ». Que la justice de la nation les frappe s'ils osent s'insurger contre la discipline de la collectivité.

Le Parti Communiste fait sien le principe énoncé par Saint-Just : « Il ne doit pas y avoir de liberté pour les assassins de la liberté ».

Les nouveaux organes de la souveraineté nationale

L'expérience de la IIIe République a montré que la souveraineté populaire n'a pu s'affirmer et s'exercer efficacement dans le cadre de ses institutions. Ces institutions n'ont pas empêché les trusts et les puissances d'argent de s'emparer des leviers de commande les plus importants et de corrompre la démocratie. Elles doivent donc être remplacées par des institutions nouvelles qui assurent effectivement le gouvernement du peuple par lui-même.

Le vice essentiel des institutions de la IIIe République, celui qui a permis aux puissances d'argent de la corrompre, résidait dans le fait que les *organes du pouvoir étaient séparés de la source du pouvoir*, c'est-à-dire de la nation.

Les assemblées élues au suffrage universel ne détenaient qu'une parcelle infime du pouvoir. Tout le pouvoir effectif était concentré entre les mains de fonctionnaires inamovibles, nommés par un gouvernement central, dont les actes échappaient en fait au contrôle effectif de la nation.

Les pouvoirs des conseils municipaux, des conseils d'arrondissement et des conseils généraux étaient extrêmement réduits, cependant que tout le pouvoir effectif était concentré entre les mains des préfets et des sous-préfets nommés par le gouvernement.

A ce vice capital s'en ajoutait un autre. Les assemblées élues échappaient après leur élection au contrôle de leurs électeurs. Ceux-ci n'avaient aucun pouvoir pour révoquer les élus incapables ou félons. C'est grâce à ce fait que des démagogues sans scrupule, comme Laval, ont pu faire leur carrière, en allant de trahison en trahison.

Séparation entre les électeurs et les élus, séparation entre les assemblées élues et les organes du pouvoir, tels sont les deux vices fondamentaux qui ont permis aux trusts de corrompre la démocratie.

Pour remédier à une telle situation, il est nécessaire de prendre deux ordres de mesures :

1° *Resserrer les liens entre les électeurs et les élus.* Tout élu doit être révocable. Toute élection doit pouvoir être renouvelée avant l'expiration de la durée légale du mandat, sur la demande de la majorité des électeurs.

2° *Les assemblées élues au suffrage universel doivent être elles-mêmes les organes du pouvoir.*

A l'échelle locale, comme à l'échelle nationale, ainsi qu'à tous les degrés intermédiaires, la réalité du pouvoir doit appartenir aux assemblées élues par le peuple.

Ces diverses réformes permettront de créer des organes en vue de l'instauration d'une véritable démocratie. Elles représentent les premières *conditions politiques* pour sa réalisation. Mais aux conditions politiques il faut ajouter des conditions économiques.

La libération de la France de la tyrannie des trusts

Ce sont les trusts qui ont corrompu la démocratie sous la IIIe République. Mais même privés de toute liberté politique, les trusts n'en garderaient pas moins leur puissance économique.

Or, tant que les trusts garderaient leur puissance économique, ce sont eux qui disposeraient de l'immense majorité des capitaux. Ils continueraient donc à constituer, au sein de la nation, les puissances d'argent. Ils pourraient manier l'argent pour corrompre à nouveau des institutions démocratiques.

C'est donc à la cause profonde de la corruption, aux trusts eux-mêmes, qu'il faudra s'attaquer.

Il sera nécessaire de le faire pour d'autres raisons encore :

1° Avec les droits et les libertés, il faudra que le peuple dispose aussi des moyens matériels d'en user. Avec la liberté d'expression, le peuple doit disposer aussi de journaux et d'imprimeries ; avec le droit de réunion, d'immeubles et de salles de réunion.

Il ne saurait y avoir de libertés et de droits effectifs pour le peuple sans les moyens qui sont nécessaires pour en user.

C'est ce que prouve l'expérience de la IIIe République.

Les travailleurs bénéficiaient d'une liberté de presse, étriquée il est vrai, mais néanmoins précieuse. Cependant, ce n'est qu'avec les plus grandes difficultés qu'ils ont pu en user, grâce à *l'Humanité* qu'ils ont fait vivre et grandir avec de grands sacrifices. Mais au moment où les travailleurs possédaient un puissant organe qui était, il est vrai (et redeviendra), le plus grand quotidien politique français, les trusts possédaient au moins trois grands journaux du

matin et deux du soir, disposant des meilleures imprimeries et ayant toutes les facilités.

Il est clair que, dans ces conditions, la liberté de la presse était bien plus grande pour les trusts que pour les travailleurs, sans compter que *l'Humanité* dût souffrir de nombreuses persécutions ;

2° Les droits sociaux, comme le droit au travail et au repos, le droit aux assurances sociales complètes, le droit à l'instruction, sans lequel une démocratie ne saurait être complète, ne peuvent être *garantis* à tous les citoyens que grâce à une organisation économique appropriée. Un seul exemple suffira.

Le *droit au travail* signifie que chaque travailleur doit avoir la certitude de trouver effectivement un emploi. Sans cette garantie, le droit au travail n'existerait que sur le papier. Pour que ce droit existe effectivement, l'économie nationale doit être à l'abri des crises de chômage, ce qui n'est possible que si elle est, d'une manière générale, à l'abri des crises économiques. Mais la construction d'une économie qui soit à l'abri des crises, pose immédiatement le problème de la liquidation des trusts ;

3° La véritable démocratie ne saurait exister sans l'égalité véritable. Or, il ne saurait y avoir égalité véritable tant que subsiste l'inégalité économique dans la société.

La démocratie a pu faire et elle peut faire de grands progrès, malgré l'inégalité économique. Mais tant que l'inégalité économique existe, elle constitue un obstacle au libre fonctionnement de la démocratie car il ne saurait y avoir égalité, en dépit des meilleures lois, entre les pauvres et les riches, entre les exploiteurs et les exploités.

En outre, l'inégalité économique a provoqué finalement la formation des trusts qui aspirent à la destruction de la démocratie.

L'assainissement définitif de la démocratie, l'établissement de la vraie liberté dans la France délivrée, posent nécessairement la question de la liquidation des trusts, c'est à-dire de la rénovation économique de la société.

CHAPITRE II

LA LIBÉRATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Il est possible, par des mesures administratives appropriées, de réduire considérablement la malfaisance des trusts. La surveillance très étroite des mesures de protection en faveur des artisans, des commerçants et des classes moyennes peuvent aboutir à des résultats appréciables. Le gouvernement de libération nationale pourra et devra aller plus loin dans cette direction. Mais tout cela ne fait qu'atténuer les effets du mal, sans le supprimer lui-même, c'est-à-dire *les trusts.*

La suppression des trusts

Ce qui est pernicieux dans les trusts, ce n'est pas la centralisation des moyens de production qu'ils ont réalisée. C'est le fait que ces moyens de production centralisés appartiennent à quelques particuliers qui s'en servent uniquement pour amasser des profits. Pour supprimer les trusts, il faut les exproprier. Cette expropriation signifie la mainmise de la nation sur les moyens de production qui leur appartiennent.

Le Parti Communiste préconise, en conséquence, le retour à la nation des banques, des mines, des usines, des grands magasins, des chemins de fer, des Compagnies de navigation, d'une manière générale, des grands moyens de production et de transport. Ces entreprises cesseront d'être la propriété privée de quelques gros actionnaires, pour devenir le bien du peuple français tout entier. Au lieu de travailler pour enrichir les 200 familles, elles travailleront pour enrichir la nation.

L'expropriation des grands moyens de production doit se faire *sans indemnité.* La nation a déjà payé, non pas une fois, mais cent fois, la valeur de ces entreprises.

Au surplus, les trusts nous parlent « d'esprit communautaire ». L'expropriation sans indemnité sera l'application que la nation fera de cet esprit aux trusts. Mais l'expropriation sans indemnité des 200 familles s'accompagnera de toutes les mesures nécessaires

pour sauvegarder et pour protéger les intérêts des petits actionnaires et des petits porteurs d'obligations.

Le retour à la nation des entreprises ayant appartenu aux trusts privera les 200 familles de la base même de leur puissance.

La suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme

Ce ne sera cependant qu'un premier pas. En effet :

1° *La suppression des trusts actuels ne débarrasserait pas la démocratie définitivement des trusts.*

Après le retour des trusts à la nation, il y aurait, d'une part, les entreprises des trusts devenues bien du peuple tout entier, et, d'autre part, subsisteraient les entreprises capitalistes qui, n'ayant pas appartenu aux trusts, n'auraient pas été expropriées. Il y aurait donc un *secteur capitaliste* dans la nouvelle économie. Dans ce secteur capitaliste, la *concentration capitaliste,* c'est-à-dire la fusion des entreprises continuerait. Or, c'est précisément cette fusion qui a engendré les trusts.

Supprimés d'un côté, les trusts pourraient se reconstituer de l'autre, malgré toutes les mesures administratives de surveillance et d'interdiction ;

2° *La suppression des trusts actuels ne suffirait pas pour mettre l'économie nationale définitivement à l'abri du chômage et des crises.*

Dans le secteur de l'économie, appartenant à la nation, les entreprises produiraient, non pas pour le profit, mais pour le bien public. Par contre, la production pour le profit continuerait dans le secteur capitaliste. Or, les crises sont inséparables de la production pour le profit ;

3° *Après la suppression des trusts actuellement existants, la démocratie française connaîtrait une liberté sans précédent. Une grande étape aurait été réalisée vers l'établissement de l'égalité effective de tous les citoyens. Mais ce ne serait pas encore l'égalité effective.* Dans le secteur capitaliste de l'économie, la production pour le profit particulier continuerait. Cela signifie que dans ce secteur subsisterait l'*exploitation capitaliste.*

L'égalité ne serait donc pas complète puisqu'il y aurait, d'une part, des exploiteurs, et, d'autre part, des exploités. La suppression

des trusts actuels réaliserait un immense progrès démocratique, mais à la base de la démocratie nouvelle, l'inégalité continuerait à subsister.

L'accomplissement d'un nouveau progrès est donc nécessaire après la suppression des trusts actuels :

1) pour rendre la suppression des trusts définitive,

2) pour permettre la construction d'une économie entièrement à l'abri des crises et du chômage,

3) pour réaliser l'égalité effective de tous les citoyens, non seulement devant la loi, mais encore dans la société.

Pour réaliser ce progrès, il n'y a qu'une voie : la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est-à-dire la suppression de la possibilité pour un citoyen de vivre de l'exploitation du travail d'autrui.

Pour obtenir entièrement ce résultat, il serait nécessaire que seuls les moyens de production qui ont un caractère nettement artisanal puissent être propriétés individuelles.

Quand l'artisan travaille avec ses outils, quand le paysan travaille sa terre, ils n'exploitent personne. Mais le propriétaire d'une entreprise ou d'une propriété agricole qui ne peuvent fonctionner qu'en embauchant des ouvriers salariés, exploite le travail d'autrui.

L'exploitation du travail d'autrui ne cesse que si les moyens de production, dont la mise en œuvre exige un *travail collectif*, appartiennent, non plus à des individus, mais à la *collectivité*.

Il ne saurait être question pour les communistes d'appliquer à l'ensemble des entreprises les méthodes d'expropriation qui sont amplement justifiées lorsqu'il s'agit des banques et des trusts.

Pas question de supprimer la « propriété privée »

Après l'expropriation des trusts, une discrimination sera nécessaire entre :

1° les entreprises n'appartenant pas aux trusts mais qui sont de grandes entreprises ;

2° les entreprises appartenant aux classes moyennes ;

3° les entreprises nettement artisanales.

Les entreprises n'ayant pas appartenu aux trusts proprement dits, mais qui sont néanmoins de grandes entreprises capitalistes

(et dont le nombre est, d'ailleurs très réduit) doivent être expropriées sans indemnité.

En ce qui concerne les entreprises appartenant aux classes moyennes et les entreprises nettement artisanales, qui sont vouées à la ruine et à l'expropriation par les trusts, le Parti Communiste entend les sauver.

Contrairement au vieux mensonge répandu par les grands capitalistes et les hobereaux, il n'est nullement question, pour les communistes, de supprimer la « propriété privée ». Ce n'est pas seulement un mensonge, c'est aussi une absurdité.

Il s'agit pour les communistes, non de la propriété en général, mais de la propriété des grands moyens de production.

La question n'est pas de supprimer la propriété privée, mais de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme. La maison d'habitation d'une famille, les meubles, le jardin, les animaux domestiques, l'épargne amassée par le travail, etc., ne servent à l'exploitation de personne.

C'est pourquoi non seulement les communistes entendent, non pas supprimer une telle propriété privée, mais au contraire l'élargir, la multiplier et la garantir. C'est ainsi que la Constitution Soviétique *garantit* la propriété personnelle des citoyens.

Ce dont il s'agit pour les communistes, c'est la suppression de la propriété qui ne sert qu'à exploiter le travail d'autrui, comme, en premier lieu, la propriété des trusts et, en général, la *propriété capitaliste.*

Les mesures qui viennent d'être exposées permettront de rendre la suppression des trusts *définitive.* Elles créeront des bases pour une réorganisation de l'économie qui mettra celle-ci définitivement à l'abri du chômage et des crises.

L'inégalité économique qui subsistera encore dans la société sera réduite progressivement à une proportion si faible qu'elle ne pourra plus constituer un obstacle sérieux à la marche en avant de la société.

L'avenir de la paysannerie française

Depuis la fin du XIXe siècle, les trusts n'ont cessé de piller les campagnes.

La terre que la Révolution française a donnée aux paysans a été volée à beaucoup d'entre eux.

Si Hitler était victorieux, il entreprendrait la réalisation d'un vaste plan d'expropriation de la paysannerie française.

Il constituerait, avec la terre volée aux paysans, de vastes domaines seigneuriaux dont il ferait don à ses généraux et à ses chefs nazis.

Les seigneurs et les châtelains de l'ancien régime réapparaîtraient, mais ce seraient des seigneurs et des châtelains prussiens, nazis, animés de toute l'avidité et de toute la bestiale cruauté que ces gens ont montrées partout, durant la guerre, dans tous les pays opprimés

Ce serait, dans les campagnes françaises, la résurrection d'un Moyen-Age, dont les ténèbres et la sauvagerie dépasseraient tout ce que Jacques Bonhomme a connu sous le règne des seigneurs les plus tyranniques.

Le paysan français qui ne serait pas exporté de force pour travailler comme manœuvre en Allemagne, redeviendrait le « vilain » taillable et corvéable à merci. Sur la terre qui lui appartenait, il serait obligé de travailler en qualité de serf des nouveaux seigneurs teutons.

Mais, d'autre part, si, après la défaite inévitable de Hitler, les trusts n'étaient pas expropriés, ils continueraient à ruiner l'agriculture française et à exproprier les paysans.

C'est pourquoi l'expropriation des trusts est l'intérêt commun des ouvriers et des paysans, ainsi que *de toute la nation.*

La terre est au paysan

Les grandes propriétés agricoles entre les mains des châtelains « nobles » ou « bourgeois » ne sont que des survivances des anciens temps de la féodalité. Leur expropriation est nécessaire. De cette manière il sera possible de donner de la terre aux paysans qui n'en ont pas.

Car l'un des principes fondamentaux de la rénovation économique, tel que la conçoivent les communistes, est que *la terre appartient au paysan.*

Les trusts, ainsi que Hitler, veulent arracher la terre aux paysans qui la possèdent. Les communistes veulent la conserver à ceux qui l'ont déjà, et en donner à ceux qui ne l'ont pas encore. L'un des premiers actes du gouvernement soviétique fut de donner la terre aux paysans.

Les porte-parole des trusts ont colporté le mensonge que les communistes veulent exproprier les paysans. Rien n'est plus absurde. La vérité est que, selon les communistes, *tous les paysans doivent devenir propriétaires.*

Dans les régions où subsistent des grandes propriétés, alors que les paysans sont déjà pourvus de terre, ces propriétés seront déclarées *biens nationaux,* et leur gestion sera confiée à la paysannerie elle-même.

La modernisation de l'agriculture

L'accroissement du bien-être à la campagne exige l'emploi de tous les moyens créés par les progrès de la technique moderne. Mais l'acquisition des machines les meilleures, des tracteurs, etc., n'est pas à la portée des paysans qui, précisément, en auraient le besoin le plus urgent.

Les trusts, et également Hitler, prétendent que ce qui empêche la modernisation de l'agriculture, c'est le morcellement de la propriété. Ils font le procès de la petite propriété paysanne et ne voient qu'un moyen de moderniser l'agriculture : l'expropriation des paysans pour constituer de grandes propriétés capitalistes, exploitées industriellement.

Ce ne serait pas la « modernisation », ce serait l'anéantissement de la paysannerie et, par conséquent, de l'agriculture.

Le Parti Communiste préconise au contraire :

1° *La création de Centres de machines agricoles,* mettant les machines agricoles à la disposition des paysans. Les machines appartiendraient à l'Etat, au département ou à d'autres collectivités. Elles constitueraient non des moyens de réaliser des profits, mais des moyens de venir en aide aux paysans.

Les *Centres de machines agricoles* seraient assez nombreux. Ils seraient répartis dans tout le territoire, de telle façon que les paysans puissent disposer effectivement des machines dont ils ont besoin.

2° *Le développement de la coopération agricole.* La terre doit être la propriété inviolable des paysans. Les ventes forcées, les expropriations doivent cesser. L'achat de terre par ceux qui ne l'exploitent pas eux-mêmes doit être absolument supprimé. La terre doit appartenir à celui qui la travaille, et ne doit appartenir qu'à lui.

Dans la très faible mesure où, dans le système actuel, la coopération agricole a pu être réellement pratiquée, les paysans ont pu déjà en apprécier les avantages.

Le Parti Communiste préconise le développement sur une très vaste échelle de la *coopération agricole volontaire.*

Aucune mesure de contrainte légale ou administrative ne doit forcer un paysan à adhérer à une coopérative. Mais plusieurs paysans d'une commune, voire tous, peuvent décider de former une coopérative pour l'exploitation de leurs terres, sur la base d'une coopération rationnellement organisée.

En adhérant à une telle coopérative, le paysan ne cesse pas d'être propriétaire de sa terre, ni de sa maison, ni de son bétail. Par contre, la coopération en vue de la culture permet à plusieurs petits propriétaires associés d'employer les mêmes méthodes et le même outillage que s'ils possédaient une grande propriété. Elle leur permet d'obtenir, avec moins de travail, un rendement supérieur.

Si le Parti Communiste préconise une telle méthode, c'est en se basant sur les leçons de la grande expérience soviétique. Grâce au développement de la coopération volontaire sur une très vaste échelle, l'agriculture arriérée de la Russie tsariste est devenue très rapidement une agriculture ultra-moderne, dépassant en rendement et en qualité les meilleurs produits de l'agriculture américaine.

Ce sont les champs les plus magnifiquement cultivés du monde que les hordes barbares de Hitler dévastent aujourd'hui.

Mais quels que soient les résultats obtenus en U.R.S.S. par la coopération agraire (Kolkhoz), il ne saurait être question de transposer en France l'expérience soviétique.

La propriété paysanne et la liberté du paysan une fois assurées, il appartiendra aux travailleurs de la terre de décider de la voie qu'ils entendent suivre.

CHAPITRE III

LA RENAISSANCE FRANÇAISE

La suppression définitive des trusts, le retour à la nation de tous les grands moyens de production, la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, permettront d'entreprendre l'organisation méthodique de la prospérité.

Avant la guerre, l'économie française était dirigée par les trusts. La dictature de Pétain, s'appuyant sur les forces de l'envahisseur, a consacré officiellement cette situation. C'est ce que les porte-parole de Hitler osent appeler « l'économie dirigée ».

Après la suppression définitive des trusts et le retour à la nation des grands moyens de production, l'économie sera dirigée par la nation elle-même, par l'intermédiaire de ses organes compétents.

La production d'après un plan

Dès lors, il sera possible d'organiser la production et la distribution des produits *d'après un plan.*

Le but du plan est l'accroissement du bien-être de la nation.

L'accroissement du bien-être de la nation exige l'augmentation continue de la part de chaque citoyen au produit du travail national. Pour que cette part puisse augmenter, il faut que le travail national produise toujours davantage.

C'est pourquoi le plan prévoit l'augmentation continue de la production.

L'augmentation de la production est obtenue, sous le régime des trusts, par l'augmentation de l'exploitation des travailleurs. Dans la France débarrassée des trusts, elle sera obtenue uniquement par le développement de l'industrie et de l'agriculture, par l'amélioration de la technique et par une organisation du travail qui augmente le rendement, mais en ménageant les forces du travailleur.

Dans l'économie soumise à la direction des trusts, l'augmentation de la production ne s'accompagne pas de l'accroissement du bien-être de la nation. La majeure partie du revenu national est dévorée par les trusts.

C'est pourquoi l'on voit l'accroissement de la production parallèlement à l'accroissement de la misère.

Dans une telle économie, il ne saurait y avoir accroissement continu de la production. Périodiquement surviennent des crises économiques qui arrêtent la production et provoquent la destruction d'immenses quantités de richesses, cependant que des millions d'êtres humains sont dans le dénuement le plus complet.

Périodiquement aussi surviennent des guerres qui détruisent infiniment plus de richesses encore, plongeant dans la misère et dans la mort des centaines de millions d'êtres humains.

Dans l'économie débarrassée des trusts, l'accroissement de la production déterminera l'augmentation du bien-être. L'augmentation du bien-être national ne dépendra que de l'accroissement de la production.

Dans l'économie soumise à la direction des trusts, le but de la production c'est le profit, et avant tout le profit des trusts.

Dans une économie définitivement débarrassée des trusts, le but de la production est la satisfaction des besoins des hommes.

Pour la première fois, la production française aura pour but unique de satisfaire les besoins des Français.

La Société Communiste

Dans l'économie soumise à la direction des trusts, la répartition des produits du travail national ne se fait pas d'après les *besoins*. La majorité de la nation ne peut satisfaire ses besoins les plus élémentaires, alors qu'une infime minorité se vautre dans le luxe.

Le système actuel, qui rationne avant tout les plus pauvres, alors que les plus riches ne manquent de rien, n'a pas créé une situation entièrement nouvelle. Il n'a fait que renforcer et étaler, aux yeux de tous, les inégalités et les injustices qui caractérisent une société soumise à l'exploitation par les trusts.

Dans une telle société, la distribution des produits se fait non

d'après les besoins, mais, comme chacun le sait, selon *l'argent*. Or, il n'y a aucune proportion, actuellement, entre le travail fourni et l'argent reçu.

Les uns — c'est l'immense majorité — travaillent durement et la quantité d'argent qu'ils reçoivent ne leur permet même pas de manger à leur faim. D'autres ne travaillent pas du tout, ne participent d'aucune façon à la production nationale et touchent, néanmoins, des millions.

Les uns travaillent depuis leur enfance et n'ont pas réussi à mettre un sou de côté. D'autres se bornent à détacher les coupons de leurs actions et ont des millions en banque.

Dans une société définitivement débarrassée des trusts et de l'exploitation de l'homme par l'homme, la répartition des produits doit se faire uniquement d'après les *besoins* des hommes.

Pour une humanité élevée dans les misères et dans les privations du régime capitaliste, une telle société est inimaginable. Il parait incroyable qu'un jour, en France, il suffira d'avoir besoin de pain pour avoir du pain, qu'il suffira d'avoir besoin de chaussures pour avoir des chaussures, etc.

Il parait incroyable qu'un jour, en France, les usines ne travailleront que pour remplir les magasins, où chacun pourra recevoir ce qu'il désire, non pas parce qu'il aura de l'argent, mais parce qu'il est un citoyen.

Telle sera pourtant l'image de la France pour laquelle vivent, luttent et, quand il le faut, meurent les *Communistes*.

Est-ce à dire que les communistes préconisent une société où chacun recevra *gratuitement* ce dont il a besoin ? Certainement. Si une telle société parait incroyable, ce n'est pas seulement parce que les porte parole des trusts proclament que c'est une utopie.

C'est aussi parce que notre jugement, nos conceptions et nos sentiments sont faussés par la société actuelle où nous sommes nés, où nous avons grandi et dont nous avons le spectacle constamment sous les yeux.

Nous croyons assez facilement qu'il y a une loi « supérieure » qui fait que nous ne pouvons satisfaire nos besoins qu'en *payant* ; qu'il y a une loi « supérieure » qui veut que tout, dans le monde, ne soit qu'achat et vente. Mais il n'y a aucune loi supérieure de ce genre.

Il est possible de réorganiser la société de telle façon que l'achat et la vente, l'asservissement des hommes à l'argent et l'usage même de l'argent, la servitude de l'or et l'usage même de l'or ou de tout autre métal (et même du papier) comme monnaie, disparaissent à tout jamais.

Les démagogues hitlériens affectent, devant les masses, de fulminer contre « la folie de l'or » et « la servitude de l'argent ». Or, ce sont précisément eux qui cherchent, par le fer et par le feu, par la violence la plus sanguinaire et les mensonges les plus cyniques, à sauver cette société, où l'or et l'argent règnent en maîtres.

Pour abattre leur règne, il faut commencer par *exproprier les trusts,* dont les hitlériens sont les plus sauvages et les plus rusés défenseurs.

Il n'y a aucune loi « supérieure » qui s'oppose à ce que dans une société débarrassée définitivement des trusts, la répartition des produits se fasse exclusivement d'après les besoins. C'est une telle société que l'on appelle *la Société Communiste.*

La Société Communiste suppose une capacité de production énormément supérieure à celle à laquelle nous sommes habitués. Pour que tous les Français puissent recevoir tous les produits dont ils ont besoin, il faut que tous les produits existent non seulement en abondance, mais en surabondance.

Dans la Société Communiste, la répartition des produits, d'après les besoins de chacun, n'a aucunement le caractère d'un *rationnement.* Non seulement chacun reçoit ce dont il a besoin, mais chacun aussi est juge de ses besoins.

Il n'en résultera nullement que les hommes de viendront « paresseux » ou « gloutons ». Ces tares sont celles d'une humanité élevée dans les chaînes et dans les privations. De même le « stimulant » de l'activité humaine ne disparaîtra pas avec l'argent et son règne.

Ce n'est que dans une société soumise au règne de l'argent que l'argent apparait comme le seul stimulant possible de l'activité humaine. Dans une société d'hommes libres, alors que plusieurs générations se seront déjà succédées, depuis la liquidation définitive des trusts et de l'exploitation de l'homme par l'homme, le stimulant inférieur qu'est l'argent, sera remplacé nécessairement par des stimulants supérieurs.

Tous les membres de la société deviendront capables d'agir, comme agissent aujourd'hui ceux dont l'activité est stimulée non par l'argent mais par l'idéal.

Cette prévision peut être formulée non pas parce qu'il est légitime de supposer que la nature humaine est « bonne », mais parce qu'il est certain qu'elle deviendra meilleure quand la réorganisation de la société aura supprimé les causes qui la rendent moins bonne aujourd'hui.

La Société Socialiste

La Société Communiste supposant non seulement une abondance mais encore une surabondance de produits, il est nécessaire de rendre l'industrie et l'agriculture capables de créer une telle surbondance. Ce sera la tâche d'une période transitoire, durant laquelle les produits du travail national seront répartis *d'après le travail fourni par chacun.*

Ce sera un progrès immense par rapport à la situation actuelle, où les produits du travail national ne sont pas répartis d'après le travail, mais d'après *l'argent.*

Une société où les produits du travail national sont répartis entre les citoyens d'après le travail de chacun s'appelle une Société Socialiste.

Hitler et ses démagogues parlent de « socialisme » à longueur de journée. Ils s'intitulent « socialistes ». Ils promettent le « socialisme ». Ils savent bien que le socialisme exerce sur les travailleurs une attraction incomparable, surtout depuis que ceux-ci ont pu assister aux réalisations prodigieuses du socialisme en Union Soviétique.

Bavardant inlassablement à propos du socialisme, ces cyniques escrocs de la confiance populaire se gardent bien de faire connaître aux masses en quoi le socialisme consiste.

Ils veulent, au contraire, fausser le jugement et les conceptions sur ce point comme sur tous les autres. Ce sont des faussaires, ici encore, comme partout ailleurs.

Dans une Société Socialiste, tous les citoyens sont des travailleurs. Ils ne sont pas tous des travailleurs manuels. Mais ils participent tous, manuellement ou intellectuellement, au travail de la collectivité.

Cette participation ne signifie pas que chacun doit se livrer uniquement à des travaux immédiatement utiles. La création artistique, le théâtre, la littérature et la poésie ne constituent pas des travaux d'utilité pratique dans le même sens que la culture du blé ou la fabrication des chaussures. Ce sont des travaux qui correspondent aux besoins supérieurs de l'humanité.

Dans la Société Socialiste, ils prendront, tout comme la science, une importance et une extension sans précédent car l'humanité, pouvant satisfaire aisément ses besoins les plus élémentaires, pourra développer, dans des proportions jusque là inconnues, ses besoins supérieurs.

Dans la *Société Socialiste* tous les citoyens sont des travailleurs en ce sens que *nul ne peut vivre de l'exploitation du travail d'autrui.* Nul ne peut, parce qu'il a un certain « capital », acheter des machines et « louer » des ouvriers qui, désormais, travailleront pour lui.

Nul ne peut, parce qu'il a un « capital », acheter des actions dont les dividendes lui assurent un revenu suffisant pour qu'il n'ait plus rien d'autre à faire que de présenter les coupons de ses actions au guichet de sa banque.

Ce sont ces situations qui deviennent impossibles dans la Société Socialiste. *Qui ne travaille pas ne mange pas,* telle est la devise de cette société.

On comprend ainsi que le prétendu « national-socialisme » de Hitler et le prétendu « socialisme » du Maréchal ne sont que de sinistres mensonges destinés à égarer les nations. Car jamais la possession de l'argent n'a donné autant de pouvoir à son propriétaire que dans l'Allemagne hitlérienne ou dans « l'Etat français » de Pétain.

Sans la suppression définitive des trusts, il n'y a point de socialisme. Or, jamais les trusts n'ont été en Allemagne aussi puissants qu'à présent.

Sans la suppression de l'exploitation que les trusts font subir à la nation, il n'y a point de socialisme. Or, sous le régime de Pétain, cette exploitation est *doublée,* puisque le peuple français est exploité à la fois par les trusts français et les trusts allemands.

La France unie

Une société, dont les membres sont tous des travailleurs, est une société unie. La suppression définitive des trusts, la liquidation de l'exploitation de l'homme par l'homme, auront pour résultat l'établissement définitif de l'unité française.

Dans une telle société, il n'y aura plus de luttes de classes, parce qu'il n'y aura plus de classes. Tous les citoyens seront des travailleurs, et aucun Français ne sera l'exploiteur des autres Français.

Des différences subsisteront entre les travailleurs manuels et les travailleurs intellectuels, entre les ouvriers des villes et les paysans. Mais la différence principale, celle qui sépare et oppose les hommes de la société actuelle, la différence entre exploiteurs et exploités, aura disparu.

Il n'y aura plus de Français exploiteurs et des Français exploités. Il n'y aura plus que des Français travailleurs.

Le « capitaliste » qui vit du travail d'autrui, le haut fonctionnaire qui considère le peuple comme taillable et corvéable à merci auront disparu. *La France sera la patrie fraternelle de tous les Français unis.*

Les différences existant entre les ouvriers et les paysans, entre ouvriers, paysans et intellectuels, disparaîtront peu à peu, non par un nivellement par le bas, mais par l'élévation constante du niveau de vie et du niveau culturel de la nation.

Cette évolution n'aboutira pas à une « standardisation » des hommes. C'est sous le régime nazi que celle-ci se produit. Entre les Français libérés de toute exploitation et du souci torturant du lendemain, une émulation fraternelle s'établira, dans la volonté de rendre utile à la collectivité, dans le dévouement à la patrie.

Dans cette émulation s'établira, sur la base la plus large, la sélection continue d'une véritable élite, constituée par les Français ayant le plus de capacités et le plus de vertus civiques.

Dès lors il n'y aura pas de groupes de Français se combattant les uns les autres, hostiles les uns aux autres. Il n'y aura plus de luttes intestines et de partis adverses.

La suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme aura

pour conséquence la suppression des classes, l'établissement de l'harmonie fraternelle dans la société.

Telle est la seule voie permettant de réaliser l'unité française *définitivement.*

Les ennemis du peuple cherchent à tromper constamment les masses sur les conditions de l'unité réelle de la nation. Ils ne veulent pas qu'elles sachent que l'obstacle à l'unité de la nation, ce sont en premier lieu les trusts et leurs laquais ; que le premier pas pour extirper les racines de nos divisions, c'est la suppression des trusts.

Les ennemis du peuple parlent « d'unité », mais celle-ci signifie pour eux la soumission de la nation aux trusts et à leurs laquais. « Réaliser l'unité » signifie pour eux obtenir la soumission du peuple par les violences les plus sauvages et les mensonges les plus éhontés.

C'est ainsi que Hitler se vante d'avoir réalisé « l'unité du peuple allemand ». C'est ainsi que Pétain, qui a divisé les Français par une lâche capitulation, prétend réaliser « l'unité française ».

Mais l'écrasement de la nation par les trusts, comme en Allemagne et comme en France, n'est pas « l'unité ». C'est la forme la plus violente de la division et de la lutte intérieure.

Il n'y a pas d'autre voie pour la réalisation de l'unité française que celle dont la première étape est la suppression des trusts.

La renaissance française

L'établissement et le développement de la France socialiste sera l'époque d'une véritable renaissance française. Au point de vue économique, social et intellectuel, la France pourra continuer et dépasser, dans des proportions insoupçonnées, les possibilités de développement léguées par son passé grandiose.

Ce sera l'époque de la liberté, parce que la source profonde de l'oppression, l'exploitation de l'homme par l'homme, aura disparu.

Ce sera l'époque de la prospérité, parce que la cause profonde de la misère, l'exploitation capitaliste, aura été supprimée.

Ce sera l'époque d'une civilisation supérieure, parce que le fac-

teur qui maintient la barbarie au sein de la civilisation, à savoir l'asservissement de l'homme par l'homme, n'existera plus.

Ce sera l'époque où la Liberté, l'Egalité et la Fraternité, ces mots d'ordre éternels de la Révolution française, se réaliseront dans leur plénitude.

Ce sera l'époque d'un progrès ininterrompu, car à mesure que le développement de la production créera une abondance croissante, les conditions se réaliseront pour le passage du socialisme au communisme, de la répartition des produits d'après le travail à leur répartition d'après les besoins.

Les Communistes et le pouvoir

Le programme qui vient d'être exposé ne saurait être réalisé que par les travailleurs au pouvoir. C'est ce que prouve l'expérience de l'Union Soviétique où les travailleurs au pouvoir ont effectivement réalisé le socialisme.

Le pouvoir est nécessaire pour la réalisation de ce programme parce que les trusts et leurs laquais ne consentiront jamais à renoncer volontairement à leur puissance et à leurs privilèges. Pour les garder, ils ne reculeront devant aucun crime. Nous le voyons bien aujourd'hui, par l'exemple des trusts français qui s'allient avec l'ennemi contre la France.

Il faudra donc briser la résistance des trusts. Cela n'est possible qu'à un gouvernement qui est l'expression directe des travailleurs, dans le sens qui a été défini plus haut. Pas plus qu'à leurs privilèges économiques et sociaux, les trusts ne renonceront volontairement au pouvoir, au gouvernement. Il faudra les en chasser. C'est ce que chacun comprend aujourd'hui.

L'acte par lequel la nation laborieuse renversera le pouvoir des trusts et de leurs laquais, pour instaurer la démocratie nouvelle, sera cette révolution qui donnera aux travailleurs le pouvoir et la possibilité de réorganiser la société sur des bases rationnelles.

Le Parti Communiste Français, issu de la classe ouvrière, n'a d'autre ambition que d'être à l'avant-garde de la lutte pour la conquête de l'avenir et d'assumer, à la tête de la nation laborieuse, le rôle d'organisateur et de guide dans la construction de la société nouvelle.

CONCLUSION

L'Allemagne hitlérienne veut établir son hégémonie absolue en Europe. Son but est la domination et l'exploitation la plus féroce et la plus totale des peuples que l'Histoire ait connue jusqu'ici. C'est ce que les hitlériens appellent « l'ordre nouveau ».

« *L'ordre nouveau* » *prêché par Hitler n'est pas autre chose que le système de domination et d'exploitation auquel le IIIe Reich veut soumettre les pays et les peuples, au profit de l'oligarchie allemande.*

L'appétit de conquête et de pillage des nazis ne s'arrête pas aux frontières de l'Europe. Avec l'Europe, ils veulent l'Afrique. « L'Eurafrique » serait le nom du Reich exploitant et opprimant l'Europe et l'Afrique.

Mais Hitler veut aussi l'hégémonie dans l'Atlantique. Il veut aussi un « ordre nouveau », c'est-à-dire l'hégémonie allemande en Amérique du Sud, puis en Amérique du Nord. Il veut, en réalité, l'hégémonie dans le monde.

« L'Allemagne sera une puissance mondiale ou elle ne sera pas », ainsi s'est exprimé Hitler dans « Mein Kampf ». Cela n'est pas simplement son opinion personnelle, c'est l'expression de la volonté des trusts et des hobereaux allemands, dont il est le mandataire.

Cet appétit d'hégémonie insatiable de l'Allemagne hitlérienne oblige tous les pays et tous les peuples à s'unir pour écarter la menace de la domination nazie.

Pour briser leur résistance, Hitler emploie à la fois la force bestiale et le mensonge sans scrupule. C'est pourquoi il multiplie les promesses les plus démagogiques.

Le Parti Communiste souligne avec la plus grande énergie que le prétendu « nouvel ordre européen » de Hitler est l'entreprise impérialiste la plus sauvage et la plus barbare de l'Histoire moderne. Elle ne peut engendrer que misère et esclavage pour les peuples.

La terreur sanglante et l'exploitation sauvage que l'Allemagne hitlérienne fait régner en France et dans les autres pays occupés le prouvent suffisamment.

La réalisation de « l'ordre » hitlérien serait pour l'humanité, pour ses conditions d'existence matérielles et morales, pour ses libertés et pour sa civilisation un malheur sans précédent. Les dévastations qui en résulteraient et qui, en partie, sont déjà accomplies, dépasseraient en horreur celles des invasions des Vandales, des Huns d'Attila et des Tartares de Gengis Khan.

L'Humanité civilisée en général, la France en particulier, ne peuvent avoir qu'une attitude en face du « nouvel ordre » hitlérien : tendre toutes leurs énergies pour briser cette nouvelle vague de barbarie qui veut submerger le monde civilisé.

La civilisation humaine a survécu à l'invasion des barbares. Elle a survécu à l'invasion des Huns. Elle a survécu au péril tartare. Elle survivra au péril hitlérien. Comme Attila et ses Huns, comme Gengis Khan et ses Tartares, Hitler et ses *Panzerdivisionen* se briseront contre le monde civilisé.

L'U.R.S.S. et la défense de la civilisation

Dans l'écrasement de la nouvelle barbarie hitlérienne, le rôle de l'U. R. S. S. aura été absolument décisif. Dès à présent, l'Union Soviétique a acquis des mérites immortels auprès de tous les peuples qui veulent reconquérir ou conserver leur liberté et auprès de tous les hommes civilisés.

De l'aveu de tous, le peuple soviétique et l'Armée Rouge écrivent les pages les plus glorieuses que connaisse l'histoire des luttes contre l'esclavage, la barbarie et la bestialité.

Par un effort sans précédent dans l'histoire, les peuples de l'Union Soviétique ont réalisé, sous la direction du Parti Communiste-bolchévik de Lénine et de Staline, une refonte économique, sociale, politique et culturelle de leur immense pays.

L'ancienne Russie tsariste, un pays agricole et arriéré, est devenu un grand pays industriel, rattrapant et dépassant, dans beaucoup de domaines, les pays industriels les plus modernes. A l'agriculture arriérée a succédé une agriculture ultra-moderne.

Ces transformations profondes ont été accomplies au milieu

de l'accroissement du bien-être matériel et moral des peuples habitant les territoires soviétiques. Le chômage et les crises économiques ont été liquidés définitivement. Le niveau de vie des masses n'a cessé de s'élever, ainsi que son niveau intellectuel.

L'ancienne Russie tsariste, vivant dans la misère et dans l'obscurantisme, est devenue la Russie soviétique, vivant dans la prospérité et dans la culture.

Cette œuvre historique immense — la plus grande depuis la Révolution française — a été réalisée grâce à la Révolution Sociale d'Octobre 1917 qui a donné le pouvoir aux travailleurs, sous la forme du pouvoir des Soviets.

Le pouvoir des Soviets — pouvoir des ouvriers et des paysans fraternellement unis avec les meilleurs intellectuels — a exproprié les trusts et les grands propriétaires fonciers, pour réaliser progressivement la Société Socialiste, société harmonieuse qui ignore l'exploitation de l'homme par l'homme.

Cette société a trouvé son expression politique dans la *Constitution de 1936*, qui est la constitution la plus démocratique que l'histoire connaisse.

L'épopée grandiose du travail libéré de ses chaînes

Depuis 1917, l'Union Soviétique n'a cessé d'étonner le monde par l'épopée grandiose du travail libéré de ses chaînes. Les rêves les plus chers de l'humanité souffrante, les aspirations les plus hautes des esprits les plus avancés ont trouvé, en Union Soviétique, leur réalisation. Il était prouvé désormais expérimentalement, par l'expérience gigantesque d'un peuple de 180 millions d'habitants, que les hommes ne sont nullement condamnés à vivre dans l'esclavage et dans la misère ; que la société peut parfaitement se passer des trusts et de tous ses exploiteurs ; que c'est seulement lorsqu'elle décide de s'en passer qu'elle peut connaître le libre épanouissement de toutes ses forces créatrices.

L'U. R. S. S. a montré l'avenir à tous les opprimés épris de liberté, à tous les exploités aspirant à l'émancipation, à tous les hommes civilisés aspirant à une culture purifiée de toute barbarie. Et le travail humain, fécondé par la liberté, a bâti les cités gran-

dioses, les unes après les autres, transformant la terre, les fleuves et les montagnes, pour la satisfaction des besoins des hommes.

C'est ce pays, l'orgueil des travailleurs du monde entier, l'espoir de tous les individus, de toutes les classes et de tous les peuples avancés, la démonstration irréfutable de l'avènement d'une nouvelle ère dans l'histoire ; c'est ce monde nouveau de travail, de liberté et de bonheur, que Hitler a lâchement et perfidement attaqué — par surprise — le 22 juin 1941.

Ce sont les créations les plus merveilleuses du travail humain que ses hordes piétinent aujourd'hui. Mais c'est par millions que les cadavres des barbares gisent sur cette terre qui a vu fleurir, pour la première fois dans l'histoire, la civilisation entièrement raisonnable.

Face à cette ruée barbare, l'U. R. S. S. défend, avec le courage indomptable d'un pays d'hommes entièrement libres, la patrie soviétique et toutes les patries opprimées, la liberté des peuples soviétiques et la liberté de tous les peuples, la civilisation créée par le socialisme et toute la civilisation humaine.

La cause de l'Union Soviétique et la cause de la France sont inséparables. L'effondrement de Hitler, que provoqueront l'usure de sa machine de guerre en U.R.S.S. et les coups que lui porte l'Armée Rouge héroïque, qui lui a infligé à Rostov, devant Moscou et Léningrad des défaites retentissantes, sonnera pour la France l'heure de la délivrance.

L'aide totale, absolue, à l'Union Soviétique, est la seule attitude possible pour les travailleurs et les peuples opprimés. Cette attitude découle nécessairement de ce qu'est l'U.R.S.S. et de ce qu'ils sont eux-mêmes, économiquement, socialement et politiquement. Toute autre attitude ne pourrait être pour eux qu'un suicide.

L'aide totale, absolue à l'Union Soviétique, est l'attitude qui découle logiquement du patriotisme français.

Aider l'U. R. S. S., c'est aider la France. De même, pour l'Angleterre et les Etats-Unis, aider l'U.R.S.S. c'est s'aider eux-mêmes. Ceux qui, dans un pays menacé par Hitler, ne le comprendraient pas adopteraient, par là même, une attitude qui ne peut être favorable qu'à l'ennemi.

Si, pour l'Angleterre et les Etats-Unis, l'aide à l'U. R. S. S. doit

consister dans toutes les formes de l'aide militaire et matérielle, pour les patriotes français, les formes principales de l'aide à l'U. R. S. S. ce sont, actuellement, la lutte pour l'affaiblissement de la machine de guerre de Hitler et toutes les formes de la lutte pour la libération.

Tout pour la victoire

Assurer la défaite de Hitler. — A cet objectif, les hommes civilisés doivent tout subordonner aujourd'hui. Le Parti Communiste Français déclare hautement que toute son activité est subordonnée à l'obtention de ce résultat essentiel.

Tant que Hitler n'est pas vaincu, l'Humanité ne pourra reprendre sa marche en avant. La condition essentielle de toute liberté, de tout progrès et de toute civilisation, c'est la défaite de l'Allemagne hitlérienne.

Plus un peuple, une classe ou un individu sont avancés, et davantage ils doivent tendre toutes leurs énergies pour coopérer à l'écrasement de Hitler.

C'est pourquoi la classe ouvrière doit être et est effectivement dans tous les pays à l'avant-garde de la lutte contre Hitler. C'est pourquoi le Parti Communiste Français s'est placé, dès juin 1940, à l'avant-garde de la résistance contre l'envahisseur.

C'est ce que l'ennemi barbare a compris lorsque, pour briser la résistance du peuple français, il a entrepris en premier lieu, l'extermination des communistes.

Quelles que puissent être les divergences actuellement existantes entre les conceptions économiques, sociales, politiques et philosophiques de la classe ouvrière et de son Parti, le Parti Communiste, d'une part, et d'autre part les patriotes de tendances différentes, le Parti Communiste considère que tout différend doit être écarté lorsqu'il s'agit de la première et de la plus impérieuse des tâches, qui est celle de vaincre l'envahisseur.

Remporter la victoire à tout prix; donner tout pour la victoire; subordonner tout à la victoire; ne connaître et n'admettre que ce qui est nécessaire pour la victoire; telle est la règle de conduite que s'est tracé et qu'applique, avec une inflexible volonté, le Parti Communiste Français.

Les tâches de la victoire

Quand par la défaite de Hitler, le péril aura été écarté, le peuple français et les autres peuples seront animés du désir ardent de relever les ruines immenses et de créer un monde nouveau de prospérité, de paix et de civilisation.

Ces aspirations des peuples sont non seulement légitimes, mais aussi parfaitement réalisables.

Leur réalisation dépend essentiellement des peuples eux mêmes.

L'Histoire est l'œuvre des hommes. Cela est si incontestablement vrai, que même les croyants qui invoquent la Providence, ajoutent qu'elle n'aide que ceux qui s'aident eux-mêmes.

L'anéantissement de la France par Hitler serait une monstrueuse injustice et un crime inexpiable contre l'humanité. Cependant, si Hitler n'est pas écrasé, lui et ses successeurs anéantiront la France, aussi définitivement et aussi radicalement que si elle n'avait jamais existé.

Or, Hitler ne peut être et il ne sera écrasé que par l'effort uni de tous les peuples civilisés. Aucune force n'aidera les peuples, s'ils ne s'aident pas eux-mêmes.

De même, ce serait une injustice monstrueuse qu'après cette guerre, tant de ruines, tant de misères, tant de sacrifices humains n'aient servi que pour établir une trêve, aboutissant à une nouvelle guerre, certainement encore plus effroyable que celle-ci.

Il dépend des peuples et d'eux seuls qu'il n'en soit pas ainsi. Les peuples tiennent entre leurs mains leur destin pour l'avenir immédiat, comme pour l'avenir lointain.

Tous les peuples doivent se pénétrer de la leçon qui se dégage de l'horrible expérience du peuple allemand.

L'hitlérisme est la plus monstrueuse duperie dont un peuple ait jamais été victime, Tout en lui, est mensonge basé sur l'exploitation de la crédulité humaine.

L'hitlérisme s'adresse, avant tout, aux couches les moins évoluées de la société. Il exploite leur ignorance, excite en elles les instincts les plus primitifs et, s'appuyant sur leur crédulité, il la développe à un degré inimaginable. Il parvient ainsi à créer un véritable délire qui fausse la pensée, les sentiments et jusqu'aux sensations des hommes qui en sont atteints.

Qu'est-ce que l'hitlérisme ?

Que l'on songe à ce qu'est l'« hitlérisme » !

En plein xx^e siècle, il explique tous les maux dont souffrent les hommes par les « juifs », exactement comme au Moyen-Age, on expliquait au peuple ignorant que tout le mal venait du diable et des sorcières.

Dans une Allemagne, à laquelle la technique la plus moderne donne les cadres et l'apparence de la civilisation, la crédulité de l'ignorance délirante est réapparue dans les cerveaux humains qui fonctionnent de nouveau comme au Moyen Age.

Hitler parle de « socialisme ». Il suffit d'avoir les connaissances les plus vagues pour se rendre compte qu'il y a là une falsification grossière ; que tout l'art de la démagogie hitlérienne consiste à faire avec le socialisme ce qu'il a fait avec les « V » : prendre le mot, comme il a pris cette lettre, pour en falsifier complètement le sens.

Il affecte de fulminer contre la « ploutocratie », contre le « règne de l'argent », contre la « folie de l'or ». Cependant en Allemagne les trusts sont plus puissants que jamais, les ploutocrates règnent plus que jamais, les riches écrasent les pauvres plus que jamais. Mais les nazis se sont appliqués à pervertir systématiquement la jeunesse, en l'abrutissant par un dressage méthodique, en excitant en elle la cruauté et tous les instincts du fauve, l'appétit de conquête et l'orgueil de la bestialité.

Il l'a ravalée intellectuellement et moralement à un niveau inférieur à celui des barbares. Mais il lui a persuadé que c'est en tombant si bas qu'elle devenait une « race supérieure ».

La croisade de la science contre l'ignorance

Le réveil du peuple allemand sera terrible. Mais tous les peuples qui ne pourraient pas tirer les leçons d'une telle expérience se reserveraient, eux aussi, de très cruels lendemains.

S'il doit être possible encore, après cette guerre, de faire croire aux peuples qu'il y aura un « ordre nouveau » en ne supprimant pas les causes profondes qui sont à la base de tous les malheurs : s'il se trouve cette fois encore un nombre suffisant d'hommes pour

croire qu'il est possible de faire du socialisme en laissant leur puissance aux trusts ; qu'il est possible d'émanciper les travailleurs sans supprimer l'exploitation capitaliste ; qu'il est possible de faire mieux avec des panacées qui ont fait mille fois faillite ; s'il doit y avoir encore un nombre suffisant d'hommes pour croire tout cela, et tant qu'il en sera ainsi, la paix et la civilisation ne seront pas à l'abri et l'humanité ne sera pas non plus garantie contre la misère.

Il y a, en tout cas, une leçon que tous doivent tirer de « l'expérience allemande » : c'est qu'après la victoire il faudra entreprendre à nouveau la grande croisade de la science contre l'ignorance pour que jamais plus aucun peuple ne puisse être la victime d'une escroquerie comme celle que représente l'hitlérisme.

Mais même cette croisade ne saurait réussir, ni même être réellement entreprise que si les peuples eux-mêmes en prennent l'organisation en main.

De plus, au lendemain de la victoire, se poseront des problèmes économiques d'une ampleur sans précédent. Il faudra liquider la crise de sous-production consécutive à la guerre, liquider les charges financières de celle-ci, bref liquider la guerre.

Il dépend des peuples que cette liquidation ne se fasse pas à leurs frais. Alors s'ouvrira pour le monde une nouvelle ère de réelle et continue prospérité.

Le Parti Communiste Français travaillera et luttera de toutes ses forces pour qu'il en soit ainsi. De même qu'il préconise aujourd'hui l'Union de tous les peuples civilisés en vue de la victoire sur l'ennemi commun, de même, après la victoire, il ne cessera de travailler à la grandeur et à la prospérité de la France, dans l'Union fraternelle avec tous les peuples libres, car la clé des problèmes qui devront être résolus demain pour que l'humanité puisse enfin vivre en paix, réside dans l'accomplissement du grand mot d'ordre, lancé il y a près d'un siècle : « Prolétaires de tous les pays, unissez vous ! »

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION (page 3)

PREMIÈRE PARTIE : LA LUTTE POUR LA LIBERTE.

CHAPITRE I. (page 8)
La France n'est pas vaincue

CHAPITRE II. (page 16)
La France opprimée

CHAPITRE III. (page 26)
L'avenir que Hitler veut réserver à la France

CHAPITRE IV. (page 33)
La lutte de la France opprimée

CHAPITRE V. (page 45)
La reconstruction de la France

DEUXIÈME PARTIE : LA FRANCE LIBRE.

INTRODUCTION (page 56)

CHAPITRE I. (page 57)
La nouvelle démocratie française

CHAPITRE II. (page 63)
La libération économique et sociale

CHAPITRE III. (page 70)
La renaissance française

CONCLUSION. (page 79)

Edité en France — Février 1942